

Flexibilité : le projet scélérat de Fabius

Rouge

NICARAGUA

Les questions
en suspens

P. 13

M 1578 N° 1184 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 14 au 20 nov 85

De retour du Pacifique Dorothee Piermont :

Le nucléaire français a déjà tué

Des
témoignages
accablants

page 6-7



Ancré à gauche ?

Par Christian Picquet

« Ancré à gauche ». Telle est, à en croire certains commentateurs, la principale leçon de la convention nationale du PS des 9 et 10 novembre dernier. *Le Matin* s'est même cru autorisé à titrer : « *Le parti toujours socialiste* », tandis que *Libération* parlait d'une campagne entamée « *du pied gauche* ».

L'ancrage à gauche est sans doute ce qu'ont voulu démontrer les dirigeants de la rue Solferino. Il est vrai que, depuis le congrès de Toulouse, la piètre prestation télévisée de Fabius face à Chirac fait apparaître qu'à force de vouloir gommer les différences entre la droite et la gauche, on finit par offrir à l'adversaire ses meilleurs atouts. Tenter de reconquérir l'électorat populaire suppose donc, pour le parti gouvernemental, de redonner quelque éclat à un drapeau qui, en cinq ans, s'est passablement défraîchi. Cela conduit Rocard, lui-même, à se faire le défenseur de l'identité du parti : « *Notre meilleur argument électoral (...) ce sont nos valeurs et notre éthique, beaucoup plus que notre bilan.* » Sans commentaires !

Reste qu'il ne suffit pas de se revendiquer de l'« *éthique socialiste* » et de se proclamer ancré à gauche pour surmonter son discrédit. D'autant qu'à l'issue de leur convention nationale, les socialistes n'ont à proposer aux travailleurs qu'une vague déclaration d'intention qui, si elle ne gêne pas l'action du président de la République, ne peut totalement dissimuler les conséquences désastreuses de la soumission des gouvernants aux exigences du monde des affaires. Comment remobiliser le peuple de gauche contre une droite revancharde quand on lui promet du sang et des larmes, comme dans la partie consacrée à l'emploi : « *Pendant plusieurs années encore, l'introduction des technologies nouvelles risque de détruire plus d'emplois qu'elle n'en crée.* » Non, décidément ce n'est pas avec une telle démarche qu'il sera possible d'endiguer la poussée de la droite et de l'extrême droite. Car celle-ci s'enracine dans la dévalorisation des travailleurs que ne peuvent qu'accentuer la poursuite de la politique d'austérité et la préparation de lois liquidant l'acquis d'années de combats ouvriers, comme l'actuel projet sur la flexibilité du travail. Pour refonder l'espoir à gauche, il faut faire vivre une autre perspective. Celle d'une lutte résolue contre les véritables responsables de la crise et du chômage. Celle d'un combat basé sur la satisfaction des besoins du plus grand nombre et non sur les exigences de ceux dont les profits ne cessent de croître. Et celle de la construction d'une force nouvelle pour les incarner. Tel est l'enjeu de la bataille électorale pour les révolutionnaires.

FO-PCI Pas de clivage avec le Front national

Trois incendies d'origine criminelle éclatent au siège de la Caisse primaire d'assurance maladie à Nanterre. C'est un contrôle policier du personnel qu'essaie à ce moment-là de mettre en place la direction de la caisse : port obligatoire de badges de couleurs différentes suivant les services, interdiction de circuler dans l'immeuble sans laissez-passer... Seule une menace de grève unitaire empêche la direction d'appliquer ces mesures.

Après enquête, un agent est inculpé et placé en détention provisoire. L'incendiaire se revendiquait du Front national et du national-socialisme, le portrait d'Hitler était affiché dans son armoire. Deux militantes de FO distribuent un tract de leur organisation politique, la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), indiquant : « *Quel visage sinistre ont les amis de Le Pen qui n'ont cessé d'assimiler la délinquance aux immigrés.* » Les militants du PCI, hégémoniques au bureau de la section FO après avoir écarté tout opposant, retireront tous les mandats à ces deux militantes.

La résolution votée par les militants du PCI explique : « *La section FO, indignée par une telle dénonciation publique, condamne l'assimilation scandaleuse d'un*

acte avec une opinion politique (...). Informé du refus de défendre notre syndiqué, le bureau de la section FO considère cela comme inacceptable car cela aurait pour conséquence d'introduire dans le syndicat des clivages politiques (...). Sur la base du rapport établi par C. Régis, secrétaire de la section [et dirigeant du PCI, NDLR] le bureau de la section décide de retirer tous les mandats syndicaux pour G. B. et J. Q. qui, par refus de défendre un syndiqué FO face au patron, ont rompu l'élémentaire solidarité ouvrière qui doit exister entre les membres d'un même syndicat. »

JUSTICE Pan pour Le Pen

Le Pen a été débouté, jeudi 7 novembre, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris des actions qu'il avait cru bon d'engager contre six associations du douzième arrondissement en les accusant de l'avoir diffamé dans un tract.

A propos du tract, le tribunal note que « *le Front national y est clairement accusé d'avoir, en matière de chômage, des conceptions largement inspirées de l'idéologie nazie* » et conclut que « *le parallèle est diffamatoire* ». Le Pen pourrait être satisfait mais voilà, le tribunal précise que si différents comités et associa-

tions sont cités en bas du tract, cela ne suffit pas à établir que chacune des personnes poursuivies ait « *personnellement participé à la création de ce tract* » et constate que la partie civile, assurée par les piteuses de M^e Robin (animateur du Cercle des avocats et des notaires, pseudopode du FN, ancien responsable national du RPR et ancien vice-président des giscardiens du huitième arrondissement de Paris) n'en a pas apporté la preuve.

En conséquence de quoi les représentants des six associations sont relaxés. D'autre part, pour trois d'entre eux, Le Pen est condamné à leur verser cinq mille francs de dommages et intérêts par personne. Dure journée pour Le Pen qui se vante de ne jamais perdre un procès..

NECROLOGIE Un facho de moins

Victor Barthélémy est allé rejoindre les dépouilles de ses camarades collabos dans le paradis de Wotan.

Qui était cet homme, ancien secrétaire administratif du Front national ? Ex-militant du PCF avant la guerre, il avait rejoint le PPF de Doriot et était devenu un des dirigeants de ce groupuscule nazi.

C'est lui qui, dans ses mémoires, a reconnu que dès 1938 les

fascistes italiens subventionnaient le parti des doriotistes. C'est lui également qui se vanta devant le sinistre Reinhard Heydrich que « *le PPF avait choisi dès le lendemain de l'armistice une politique qui réclamait la collaboration totale avec l'Allemagne passant par l'entrée en guerre de la France aux côtés de l'Axe* ».

C'est son parti qui, en 1941, après l'attaque nazie contre l'URSS, proclamait : « *Notre parti se déclare plus décidé que jamais à réaliser les buts qui depuis cinq ans étaient les siens, c'est-à-dire le rassemblement de nouvelles forces jeunes, nationales et sociales de ce pays. Pour une politique intérieure anti-parlementaire, antidémocratique, antijuive, antimaçonnique, hardiment socialiste dans le cadre d'un Etat totalitaire* ». C'est son parti qui participa à la création de la Légion des volontaires français (LVF). Roland Gaucher, ex-responsable pour la région parisienne des Jeunesses nationales populaires de Marcel Deat, se déclare fort ému (*National-Hebdo* du 1^{er} novembre).

Nous n'en doutons pas. Encore un « vrai Français » qui disparaît. Au FN on a les amis que l'on mérite.

1. Citations extraites du livre de Victor Barthélémy : *Du communisme au fascisme : l'histoire d'un engagement politique*, Albin-Michel, 1978.

Verts : la solitude

■ De notre correspondant.

Le Nord est l'un des seuls départements où les écologistes ont une chance raisonnable d'avoir un député en mars 1986. Il leur suffit d'avoir 5 % des voix, ce qui est à leur portée. Pour augmenter leur impact local, ils ont tenu à Lille leur assemblée générale annuelle. Cent cinquante délégués représentant quelque quinze cents mandats ont débattu pendant deux jours.

Les discussions ont été marquées par l'échéance électorale : comment un mouvement jeune, peu homogène, va-t-il digérer une « probable percée électorale » ? Présentant une vingtaine de listes aux législatives et une quarantaine aux régionales, ils espèrent plusieurs sièges de députés et quelques dizaines de places de conseillers régionaux.

Le contrôle des élus, leur éventuelle rotation sont encore en débat. Il y a un accord réel sur quelques grands thèmes (défense de l'environnement, solidarité avec le tiers monde et les victimes de la crise). La tactique électorale et plus largement la stratégie politique des Verts divisent le mouvement.

Didier Anger, dans sa motion d'orientation, explique : nous ne pouvons pas être simplement des défenseurs de

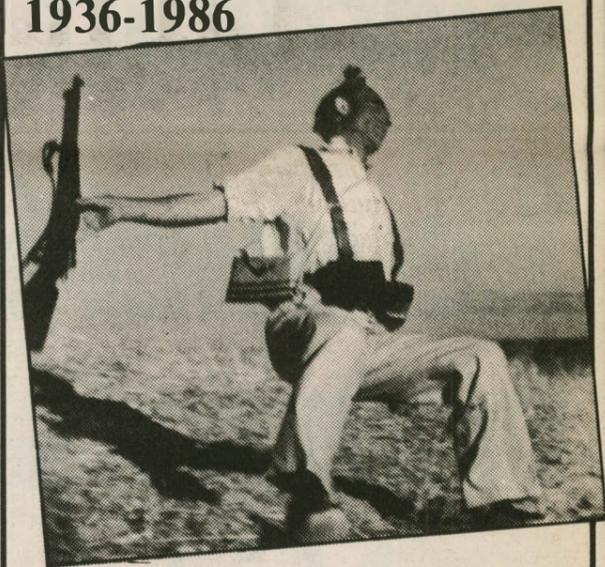
l'environnement, nous devons avoir la volonté de changer l'économie et la société, et pour cela ne plus être frileux, ne plus refuser systématiquement l'unité d'action avec certains courants de l'extrême gauche antinucléaire et autogestionnaire. Son texte fut minoritaire.

La motion d'Yves Cochet qui recueillit une majorité des voix servira de base à une synthèse. Cette motion débouche sur une opposition ferme à tout compromis gouvernemental futur et sur un « verrouillage » du label « vert ». Les listes vertes ne seront ouvertes qu'aux associations proches et en aucun cas à des militants d'organisations politiques.

Mais chez les Verts, rien n'est simple : plusieurs listes régionales comportent déjà des militants du PSU et des alternatifs, et les amis de Didier Anger sont majoritaires au conseil exécutif. C'est vrai, les Verts préfèrent aller seuls aux élections, mais pourquoi ne pas compter sur eux dans nos bagarres pour la réduction du temps de travail « massive et rapide », contre les essais nucléaires français dans le Pacifique et pour l'égalité des droits de nos camarades immigrés ?

Dominique Verdoux

Calendrier rouge 1936-1986



En vente à partir du 15 novembre

Douze photos, datant de 1936, du Front populaire et de la guerre d'Espagne : 30 francs + frais de port.

Ce calendrier participe à la campagne financière pour les législatives de mars 1986.

C'est un acte militant que d'en acheter plusieurs : pour toi, pour en faire cadeau à tes amis, ta famille (les fêtes de fin d'année approchent), pour le vendre à tes collègues, tes camarades du syndicat, tes voisins.

Les photos sont belles. Le prix pas cher. Passez tout de suite commande : il n'y en aura peut être pas pour tout le monde.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- ◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
- ◆ Gérant : Léon Crémieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- ◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922



SOMMET REAGAN-GORBATCHEV

La lutte, seule efficace

Le sommet qui réunira à Genève, les 19 et 20 novembre prochain, Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev fait l'objet d'une intense préparation médiatique. Il est vrai que l'événement est d'importance après plusieurs années de tensions internationales. Mais de positif pour les peuples du monde, rien ne saurait sortir du cadre piégé de ces négociations entre blocs.

Pour la première fois depuis la fin de la période de « détente » des années 1960-1970, les deux « Grands » vont donc se rencontrer au plus haut niveau à Genève. Nul doute qu'ils aborderont l'ensemble des questions cristallisant les rapports de forces mondiaux. Ce sont en fait les impératifs du moment et leurs difficultés respectives qui ont conduit les représentants des deux blocs à cette rencontre « historique ».

L'administration américaine commence aujourd'hui à subir les contrecoups de l'offensive de remilitarisation dans laquelle elle s'est engagée, depuis la fin des années soixante-dix. Sous l'effet de l'augmentation continue des dépenses d'armement, le budget fédéral accuse un déficit colossal (plus de deux cents milliards de dollars par an). Les hauts taux d'intérêt et la surévaluation du dollar pratiqués jusqu'alors pour atténuer ce déséquilibre se traduisent à présent par un fort déficit de la balance commerciale des Etats-Unis, forçant Ronald Reagan à amorcer une redéfinition de ses orientations économiques (voir *Rouge* du 31 octobre). Parallèlement, les projets militaires du Pentagone ont exacerbé les contradictions au sein du camp impérialiste, conduisant certains gouvernements européens, soumis à la pression d'un puissant mouvement pacifiste, à prendre leurs distances avec Washington. C'est plus qu'il n'en fallait pour susciter les réserves de fractions croissantes du big business envers la politique de la Maison-Blanche et amener cette dernière à renouer le dialogue avec Moscou.

Pour ce qui les concerne, les dirigeants soviétiques ne sont guère en meilleure posture. Certes, le nouveau « look » du secrétaire général du PCUS leur a permis de reprendre

l'initiative sur le terrain diplomatique. Mais n'ayant su répondre à l'offensive occidentale que sur le terrain de la course aux armements, ils en paient désormais toutes les conséquences. Les « grandes options du développement économique et social de l'URSS jusqu'à l'an 2000 » qui viennent d'être rendues publiques, dans la perspective du 27^e Congrès du Parti, sont à cet égard éloquentes. Pour la première fois, le Kremlin reconnaît que « la décision des rythmes de développement de l'économie nationale » est partiellement liée à « l'aggravation de la situation internationale [qui a] obligé l'URSS à faire des efforts supplémentaires pour maintenir sa défense au niveau nécessaire ».

Illusions impossibles

Ce nouveau contexte international permet-il d'espérer que soit mis un terme à une course aux armements ruineuse pour tous les peuples de la planète ? Il n'en est rien.

Car la production sans cesse plus importante d'engins de destruction est avant tout le produit des conditions nouvelles qui président aux rapports internationaux depuis l'ouverture de la crise. Bien plus que dans les années cinquante ou soixante, l'actuelle course aux armements constitue en effet un besoin intrinsèque de l'économie impérialiste, alors que les taux de profit s'affaiblissent et que les débouchés « normaux » stagnent. La création de nouveaux matériels militaires, faisant appel aux technologies les plus perfectionnées, représente de plus en plus un « marché de substitution » par excellence, pour relancer l'accumulation du capital.

Ce sont ces facteurs qui expliquent le

bellicisme des dirigeants impérialistes comme ils expliquent la véritable guerre que se livrent, à l'échelle internationale, les marchands de canons pour s'assurer de nouvelles positions. Le dernier exemple en date en a été donné par l'entreprise française Thomson, dont le système de transmissions militaires RITA a été adopté par le Pentagone, au détriment d'un système concurrent britannique. Montant du contrat : 4,3 milliards de dollars.

Dans ces conditions, comment croire que l'impérialisme renoncera à l'orientation mise en œuvre depuis des années ? Les dernières propositions américaines dissipent d'ailleurs toute illusion. Reagan exige une réduction substantielle des armements soviétiques considérés comme les plus menaçants — en particulier les gros missiles basés à terre — mais refuse toute concession dans les domaines où les Etats-Unis disposent d'une supériorité incontestable (voir page 4). En outre, l'hôte de la Maison-Blanche se montre inflexible sur le projet IDS (Initiative de défense stratégique), plus communément appelé « guerre des étoiles ». Son secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, expliquait ainsi dans une récente interview à *l'Express* : « L'objectif du président, c'est d'aller de l'avant jusqu'au point où, nous l'espérons, on pourra démontrer l'efficacité d'un système défensif capable de détruire les missiles soviétiques en dehors de l'atmosphère. Et cet objectif, le président le considère comme d'une telle importance pour l'humanité qu'il est hors de question de l'abandonner un jour. »

Voilà qui a le mérite de la clarté. L'Amérique de Reagan n'a nullement renoncé à son dessein fondamental : assurer sa suprématie militaire absolue et reconquérir une hégémonie passablement battue en brèche. Le projet de guerre des étoiles — qui vise à protéger le territoire américain des forces de frappe nucléaires adverses — s'inscrit dans un programme de modernisation tous azimuts du potentiel militaire de la citadelle impérialiste : projet d'une marine de six cents navires, réforme de l'organisation et des tactiques de l'armée de terre, développement des armes conventionnelles « intelligentes », etc. A travers ce programme, Washington entend transformer la planète en un champ de bataille, où la sanctuarisation des USA irait de pair avec leur capacité à mener une série d'opérations conventionnelles, en application du concept d'« escalade horizontale » si brillamment mis

en pratique lors du débarquement des marines dans l'île de Grenade.

L'indispensable intervention des peuples

On mesure bien ici l'inanité des perspectives dont les bureaucrates du Kremlin prétendent qu'elles peuvent déboucher sur une désescalade. Pas plus qu'hier en poursuivant l'impérialisme dans sa folle course aux armements, pour maintenir l'« équilibre de la terreur », il ne sera possible aujourd'hui de battre les fauteurs de guerre en s'engageant dans un grand marchandage autour d'un tapis vert.

S'il est une leçon à tirer de la dernière période, c'est pourtant que rien ne peut sortir du cadre piégé des négociations entre les deux blocs. C'est aux peuples qu'il appartient plus que jamais d'intervenir pour mettre fin à un processus qui peut mener l'humanité à sa perte.

Seule l'action de masse peut imposer le désarmement universel. Pour y parvenir, il n'est cependant d'autre méthode que de créer les conditions d'un mouvement de masse indépendant à l'Ouest comme à l'Est. Et la meilleure façon d'y contribuer est, pour nous, de faire cesser l'offensive dont les puissances capitalistes ont pris l'initiative et de mobiliser pour leur désarmement unilatéral. Pas d'espérer en une mythique relance de la coexistence pacifique.

Ce combat concerne au premier chef la France qui, sous l'égide de Mitterrand, s'est située aux avant-postes de la remilitarisation occidentale et dont les entreprises jouent, on l'a vu, un rôle essentiel dans le commerce des engins de mort. Cette bataille apparaît, de surcroît, encore plus urgente au vu des résultats dévastateurs des expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique. Ces résultats accablants ressortent parfaitement de l'entretien exclusif qu'a bien voulu nous accorder Dorothee Piermont, député européen et dirigeante des Grünen ouest-allemands, à son retour de l'expédition de Greenpeace dans la région (voir pages 6 et 7).

Soyons-en convaincus, toute avancée de ce combat contre l'ennemi qui se trouve dans notre système d'alliances et dans notre pays peut seule constituer un encouragement décisif pour les luttes populaires pour la paix et le socialisme dans d'autres parties du monde.

Christian Picquet

Une nouvelle phase de coexistence pacifique ?

L'histoire retiendra sans doute que le dégel des relations soviéto-américaines du milieu des années quatre-vingt commence avec l'accession au secrétariat général du PCUS de M. Gorbatchev. Ce n'est pas faux, faute d'être suffisant pour expliquer les raisons profondes du grand marchandage qui se poursuit entre les deux Etats les plus puissants de la planète et dont le sommet de Genève ne constitue qu'un moment. Cette rencontre, ne serait-ce qu'en raison de son impact médiatique, n'en revêt pas moins une certaine importance.

D'un côté, le jeune et fringant Gorbatchev a la durée pour lui, non seulement en raison de son âge mais aussi en raison des caractéristiques institutionnelles du pouvoir bureaucratique qu'il incarne. De l'autre, le comédien vieilli qui l'affronte sait que le temps lui est compté. Il n'a rien d'autre à gagner — il ne peut briguer un troisième mandat — qu'une mention au palmarès des présidents américains qui ont marqué leur époque.

Dès lors, le premier fait assaut de propositions concrètes, précises, chiffrées en matière de limitation des armements, tandis que le second répond de manière évasive en évoquant des crises régionales — pas toutes d'ailleurs — sur le mode du « je vous en prie, parlons d'autre chose »... Il serait par conséquent surprenant que le représentant de l'impérialisme dominant et celui de la bureaucratie parviennent à un quelconque résultat tangible à ce stade de leurs discussions.

Pourquoi maintenant ?

La bureaucratie est à la recherche d'un cadre permanent de négociation avec l'impérialisme qui lui fait défaut depuis la crise des euro-missiles. Le rétablissement spectaculaire effectué par la direction soviétique sur l'arène diplomatique internationale atteste de sa capacité

à s'adapter à la situation lorsque les circonstances l'y contraignent, en l'occurrence aujourd'hui la crise de l'économie de l'URSS et des pays du COMECON soumise au carcan bureaucratique. Moscou se sait incapable d'assumer une nouvelle phase de la course aux armements en matière de militarisation de l'espace.

C'est donc sur ce plan que la nouvelle équipe dirigeante fait porter tous ses efforts depuis quelques mois. Ses propositions apparaissent novatrices en ce qu'elles sont radicales et qu'elles témoignent d'une approche d'ensemble cohérente. Mais ce discours n'est rien d'autre qu'un geste diplomatique dont les masses sont complètement absentes.

La bureaucratie peut en effet changer de cours à 180° en ce domaine comme en bien d'autres, elle ne peut, en revanche, se fixer comme objectif de stimuler, fut-ce de manière limitée, un mouvement de masse qu'elle ne contrôle pas de bout en bout. Elle ne prendra pas le risque de relancer les mobilisations de masse pour le désarmement effectif de l'impérialisme.

Quant à l'impérialisme nord-américain, il lui faut tout à la fois garder les mains libres en matière de course aux armements, en raison même de son engagement

dans la militarisation de l'espace, et trouver les moyens de contrer l'offensive diplomatique du Kremlin. Reagan croit avoir trouvé la solution en fixant comme objet de la négociation la « résolution » des crises régionales où l'URSS est impliquée, soit directement comme en Afghanistan, soit indirectement comme au Nicaragua. Ce faisant, il prend le risque de voir l'URSS s'inviter à la table des négociations relatives à d'autres crises régionales, ne serait-ce qu'en ce qui concerne le Moyen-Orient.

Enfin, c'est peu dire que de souligner à quel point la crise générale de l'économie capitaliste et la concurrence acharnée qu'elle engendre entre les Etats et les grandes firmes capitalistes pousse Washington à chercher à utiliser Moscou pour rétablir son leadership contesté à l'intérieur même de son propre camp. Une telle politique nécessiterait cependant de la part de la principale puissance impérialiste une marge de manœuvre autrement plus importante que celle dont elle dispose effectivement.

Dans ces conditions, nous risquons d'assister à Genève à l'amorce d'une nouvelle phase de coexistence pacifique. Mais l'histoire ne se répète pas. Les conditions dans lesquelles se noueraient de telles relations entre Moscou et Washington n'ont rien à voir avec celles qui prévalaient il y a vingt-cinq ans. La crise conjointe de l'économie capitaliste et les conséquences de la gestion bureaucratique sur le développement économique des pays de l'Est pèseront dans ce cadre d'un poids déterminant. Cela contribue déjà et contribuera davantage encore demain à rendre peu crédible le *statu quo* imposé par l'impérialisme

URSS : offensive strictement diplomatique

Les bureaucrates du Kremlin, par la voix du premier secrétaire du PCUS, Gorbatchev, ou par celle du ministre des Affaires étrangères, Chevardnadze, ont pris plusieurs longueurs d'avance sur l'administration américaine en matière de désarmement. Gorbatchev, à l'unisson de la direction chinoise, propose « une réduction de 50 % des arsenaux nucléaires des Etats-Unis et de l'URSS ». Il fait dans le même temps une offre de négociation directe à Londres et à Paris (vos forces nucléaires réputées indépendantes contre les missiles de portée intermédiaire de l'URSS).

Chevardnadze a en outre admis, dans son récent discours devant l'Assemblée

générale de l'ONU, le principe d'un élargissement des procédures de contrôle de l'application des accords sur les armements lorsque les moyens techniques nationaux (principalement l'observation par satellite) se révélaient insuffisants.

Gorbatchev se prononce également, sans en faire un préalable, pour « une limitation des systèmes défensifs », prenant par là-même date contre la mise en œuvre des programmes relatifs à la militarisation de l'espace. Parallèlement, il trace la perspective « d'une zone exempte d'armement chimique en Europe centrale », reprenant pour l'occasion la même méthode que celle appliquée jadis aux armements nucléaires (Plan Ra-

packi, ministre polonais des Affaires étrangères, 1957).

Moscou annonce enfin une réduction unilatérale, en cours d'exécution, des SS 20 visant l'Europe occidentale que Washington a par ailleurs confirmée.

La copie de la nouvelle direction soviétique tranche sur celles de ses prédécesseurs tant il est vrai que ceux-ci nous avaient habitués à une impuissance caricaturale sur le plan de leurs rapports aux métropoles impérialistes. Il ne s'agit pourtant que d'une offensive d'ordre strictement diplomatique, toute entière déterminée par les rapports d'Etat à Etat, en vue du grand marchandage qui commence cette semaine à Genève.

J.-L. M.

Etats-Unis : globaliser les conflits régionaux

Surpris par l'offensive diplomatique soviétique, Reagan et ses conseillers ont eu quelque peine à allumer un contre-feu crédible. Ils s'y sont employés à l'occasion de la célébration en grande pompe, par l'ONU, de son quarantième anniversaire.

Déplaçant l'objet de la discussion du terrain de la limitation des armements à celui du règlement négocié des conflits locaux, Reagan s'est efforcé de noyer le poisson dans un discours qui cache mal l'embarras actuel des dirigeants impérialistes devant l'offensive du premier secrétaire du PCUS.

« Les Etats-Unis présentent une initiative qui touche à ce qui sera un problème central à Genève : la résolution des conflits régionaux en Afrique, en Asie et en

Amérique centrale. » Puis Reagan, sous prétexte de « peser les faits », se lance dans un long développement à partir des notes de synthèse de la CIA. Il y aurait selon lui « 118 000 soldats soviétiques en Afghanistan », « 140 000 soldats vietnamiens soutenus par l'URSS au Cambodge », « 1 700 conseillers militaires soviétiques en Ethiopie », « 1 200 conseillers soviétiques et 35 000 soldats cubains en Angola », « 8 000 hommes venant du bloc soviétique et de Cuba, dont 3 500 militaires et agents des services de police secrète au Nicaragua »...

Sur la base de cet amalgame grossier, Washington propose ce que Reagan nomme sans rire « un processus de paix en trois étapes ».

Premier temps : « un pro-

cessus de négociation entre les parties en guerre » ; second temps, « les représentants des USA et de l'URSS devraient s'asseoir face à face pour trouver le meilleur moyen de soutenir les négociations en cours », voire « envisager des garanties pour des accords déjà réalisés » ; troisième temps, « la réinsertion dans l'économie mondiale de chacun de ces pays ».

Les contre-propositions américaines font l'impasse sur le Moyen-Orient et l'Afrique australe. Elles pourraient se résumer à la troisième étape, plus que tout autre révélatrice des préoccupations des dirigeants de l'impérialisme nord-américain confrontés à la crise générale de l'économie capitaliste.

J.-L. M.

américain et la bureaucratie aux yeux des peuples qui subissent de plein fouet les effets conjugués de cette situation. Raison de plus (tout en sachant s'appuyer chaque fois

que nécessaire sur des initiatives diplomatiques des bonzes du Kremlin, par exemple en matière de lutte pour le désarmement de l'impérialisme) pour refuser la logique

implacable de la coexistence pacifique sur le dos des peuples en lutte pour leur émancipation nationale et sociale de l'Amérique centrale à la Pologne. Jean-Louis Michel

Manifestation à Genève

Les comités paix, très vite suivis par le PS, le PSO, les CSSOPE, de nombreuses organisations de la gauche suisse, et par quelques organisations étrangères dont les Verts allemands et le CODENE français, ont appelé à une grande manifestation à Genève le 16 novembre à 15 heures, date de l'arrivée de Reagan.



Un symposium de solidarité

De plus en plus, la question de l'Est, du « socialisme réel », est une question qui chatouille, qui démange et qui fait mal. Elle est devenue le terrain idéologique favori de la droite et la question la plus épineuse pour la gauche.

La droite ne voit dans les luttes à l'Est que ce qui l'intéresse : une possibilité d'effondrement de ces régimes qui la gênent un peu pour développer son économie de marché. Le pourquoi, le comment et l'objectif des luttes l'intéressent beaucoup moins. A gauche, depuis des décennies, certains passent leur temps soit à justifier des « erreurs », soit à se définir et à se redéfinir encore par rapport aux attaques de la droite, soit à se taire, pour de bonnes ou de mauvaises raisons. Cette gauche a mauvaise conscience : elle s'y est laissée enfermer. Elle s'y est fragilisée, atomisée, presque dissoute. Elle a appris lentement mais sûrement à avoir deux poids deux mesures en ce qui concerne « la question des droits de l'homme », la question de l'épanouissement de l'individu comme condition indispensable d'existence d'un « collectif » qui soit un vrai collectif. Il fallait avant tout « ne pas faire le jeu de la droite ». Cela ne pouvait aboutir qu'à l'impasse, à un image figée ou romantique de ces sociétés, à des prises de position caricaturales ou incantatoires. Dans tous les cas, on n'a pas vu ou pas voulu voir que ces sociétés étaient des sociétés vivantes, où les gens ne sont pas plus des moutons qu'ailleurs, où ils travaillent, ont des enfants, rient, pleurent, réfléchissent et se battent.

Même nous, marxistes-révolutionnaires, dont la raison d'être est de lutter pour une véritable démocratie socialiste, et donc de dénoncer depuis toujours et partout ce qui y fait obstacle, même nous, donc, ne sommes pas exempts de certaines erreurs. C'est bien à l'offensive que nous devons passer sur cette question-là, car plus que tous nous avons des choses à dire, des droits à défendre, des rêves à réaliser.

Une gauche à l'offensive

C'est bien à l'offensive que sont passés les organisateurs du Symposium de solidarité qui a eu lieu à Berne, en Suisse, les 2 et 3 novembre dernier, à l'initiative des Comités de solidarité socialistes avec les opposants des pays de l'Est, du Conseil suisse pour la paix, du Service civil international et du Parti socialiste ouvrier (section suisse de la IV^e Internationale), et soutenu par la majorité des

grandes organisations de la gauche suisse.

La droite suisse, en tout cas, ne s'est guère trompée sur l'enjeu de ce symposium. Elle a toujours considéré les dissidents d'une part comme faisant partie de son fief et, d'autre part, comme se devant d'être anticommunistes. Face à cette « offensive » de la gauche, l'extrême droite a publié une brochure contre le symposium, intitulée « La désinformation sur Solidarnosc », et la *Neue Zürcher Zeitung* (numéro du 6 novembre), le journal de la bourgeoisie suisse, s'est empressée d'expliquer que les dissidents choisis « n'étaient pas représentatifs » et qu'ils « devaient craindre de perdre le peu d'influence qu'ils ont pu acquérir dans les mouvements de l'Est ».

Les préoccupations et les intentions des organisateurs du symposium étaient clairement exprimées dans leur tract d'appel : « Pourquoi ce symposium de solidarité ? Parce que nous estimons que l'image des pays de l'Europe de l'Est qui prévaut en Suisse est trop stéréotypée, faussée en outre par nombre de préjugés et d'a priori idéologiques. Parce que nous pensons déceler, malgré les données différentes, des éléments communs dans les mouvements d'opposition qui se sont développés dans tous les pays d'Europe en réaction à la crise. Crise qui se manifeste par le chômage, la destruction de l'environnement, les problèmes de



l'économie mondiale, la faim dans le tiers monde, par la croissance de l'armement, de la militarisation et de la répression. Parce que nous ne voulons pas que le schéma « capitalisme-socialisme réel » détermine notre façon de penser, comme nous ne voulons pas que l'attitude critique face à nos propres gouvernements nous empêche d'être critiques à l'égard de l'autre système.

« Parce que, finalement, nous espérons devenir capables de collaborer au-delà des frontières de nos pays et des "blocs", dans les mouvements écologiques et pour la paix,

dans le mouvement ouvrier, celui des femmes, dans les syndicats indépendants, au sein des mouvements de défense des droits de l'homme, comme des mouvements de libération du tiers monde, afin d'élaborer ensemble des solutions et des "utopies" réalistes.

« Pour ces raisons, nous désirons consacrer ce symposium de solidarité avec les luttes en Europe de l'Est : à l'information sur les mouvements en Europe de l'Est ; à l'échange d'expériences entre groupes pour la paix, syndicats, mouvements de défense des droits de l'homme

indépendants ; à la discussion large sur les modèles alternatifs aux systèmes existants ; au dialogue au-delà des "blocs", sur nos perspectives d'établir en Europe une société pacifique, démocratique, autogérée et solidaire du tiers monde. »

Deux journées de travail

Dépassant les espoirs les plus optimistes, ce sont plus de trois cent cinquante personnes qui se sont rassemblées au Chleehus de Berne. Ces personnes avaient à leur disposition, en français et en allemand*, trois recueils de textes préparatoires au symposium rassemblant tant les contributions d'organisations, de partis et d'individus que celles de presque tous les orateurs invités : Zagorka Golubovic, professeur de sociologie, membre du groupe Praxis de Belgrade ; Zbigniew Kowalewski, ancien vice-président de l'organisation régionale de Solidarnosc à Lodz ; Piotr Eguides, dissident socialiste soviétique ; Andras Hegedus, ancien Premier ministre hongrois, aujourd'hui opposant « nationaliste-populiste » ; Zdenek Mlynar, auteur de la partie politique du « Programme du PC tchèque. 1968 », membre fondateur de la Charte 77 ; Jan Minkiewicz, porte-parole du bureau de Solidarnosc à Amsterdam ; Dieter Esche, membre de l'Initiative pour le dialogue Est-Ouest, député des Verts allemands au Parlement européen ; Roland Jahn, mili-

tant du mouvement indépendant pour la paix à Iéna (RDA). Expulsé. Aujourd'hui actif dans le mouvement indépendant pour la paix en RFA.

Les 2 et 3 novembre ont donc été deux journées très denses de débats, en plenum et en groupes de travail, tournant autour de quatre grands thèmes : peut-on mettre un signé d'égalité entre la crise dans les pays de l'Est et la crise du socialisme, les expériences des luttes à l'Est (le rôle actuel et les perspectives des mouvements d'opposition, réforme ou révolution), le mouvement pour la paix (mêmes buts à l'Est qu'à l'Ouest ?), et enfin la solidarité internationale : avec qui, dans quel but ?

Le symposium a par ailleurs adopté deux résolutions de solidarité : l'une avec le Nicaragua sandiniste, l'autre avec la TKK de Solidarnosc.

Ainsi, ce symposium, pour une première tentative en Suisse, a été un réel succès : il a montré qu'un intérêt très vif existait autour de ces questions, qu'il était possible de travailler dans un cadre unitaire large sans estomper les différences, et enfin que c'est précisément en étant attachée à ses valeurs éthiques propres et en le prouvant dans la pratique que la gauche pousserait la droite sur une position défensive : là où est sa place.

C. Querelle

* On peut trouver ces trois recueils à la librairie La Breche.



De retour de Moruroa, Dorothee

Le nucléaire français

Au cours d'une brève visite en Polynésie, accompagnée d'une délégation du Front de libération polynésien — qui soutient la lutte de ses frères du FLNKS en Kanaky —, Dorothee Piermont a pu recueillir les premiers témoignages des victimes du nucléaire français. Ils sont édifiants.

Oscar Témara, dirigeant du Front de libération polynésien, est venu lui-même à bord du *Greenpeace* souhaiter la bienvenue à l'équipage. « Les autorités territoriales françaises, précise Dorothee Piermont, nous avaient, pour leur part, interdit d'entrer dans le port de Tahiti ou même de franchir les limites des eaux territoriales. » Oscar Témara, précise-t-elle, « nous a déclaré que son mouvement et une bonne part de la population polynésienne rejettent ces interdictions contraires à la tradition polynésienne, avec la même force qu'ils luttent contre la présence française qui leur est imposée et les expériences nucléaires qui l'accompagnent ».

La visite d'Oscar Témara et de la délégation du Front polynésien n'était pas une simple cérémonie d'accueil. Ils sont revenus le lendemain chercher Dorothee Piermont à bord du *Greenpeace*, pour lui exposer les buts de leur mouvement, lui faire connaître les forces qui le soutiennent.

Au cours de sa visite de trois jours dans la région de Tahiti en leur compagnie, la dirigeante des Grünen rencontrera des victimes polynésiennes de la force nucléaire française à Moruroa. « J'ai recueilli leurs témoignages afin de les rendre publics, de plaider pour elles devant le monde, la presse internationale, comme me l'ont demandé les militants du Front », explique Dorothee Piermont. « Cela me paraît être d'une importance capitale, parce que la France a toujours nié qu'il y ait une résistance quelconque contre sa politique nucléaire. Tout comme elle prétend qu'il n'existe pas de mouvement de lutte pour l'indépendance de ce territoire d'outre-mer et qu'il n'existe pas de victimes de ses expériences nucléaires. »

Morts et silence forcé

Les témoignages rassemblés par Dorothee Piermont démontrent bien le contraire. Ils restent au demeurant très partiels. En trois jours, elle n'a pu rencontrer que quelques personnes, témoins des méfaits de la force de frappe française. Elles ont travaillé plusieurs années à Moruroa comme balayeurs, nettoyeurs, ouvriers d'entretien... Bref, ils n'étaient évidemment ni ingénieurs ni chercheurs mais

occupaient des fonctions subalternes.

Ces témoignages, enfin, restent incomplets pour une raison simple : plusieurs personnes dont il est question dans cette enquête sont mortes. Les traces de leur décès étaient, jusqu'à présent, restées secrètes par contrainte. Les dévoiler est aussi rendre leur dignité d'hommes aux morts inconnus de la bombe française.

□ **Aitoa Tanematea** a soixante ans. Il vit dans la commune de Teahupoo. Il a travaillé, depuis 1965, au Commissariat pour l'énergie atomique (CEA) à Tahiti, comme balayeur. En 1976, le CEA l'envoie à Moruroa au Centre d'expérimentation pour le Pacifique (CEP). Le règlement du CEP stipule bien que la pêche dans la lagune est interdite. Mais Aitoa est comme tous les Polynésiens habitué à manger du poisson frais. Il obéit bientôt à la coutume polynésienne et mange des poissons pêchés dans la lagune. Des coliques et une fièvre de cheval se manifestent rapidement.

Aitoa n'ose pas aller voir le médecin, militaire bien entendu. Il sait qu'il n'a pas respecté le règlement, qu'il risque de perdre son travail. Peu à peu, il perd ses cheveux, des crevasses putrides recouvrent son corps. Sa peau s'étire comme celle « d'un saucisson ». Un de ses yeux lui pose problème. Sa mémoire l'abandonne occasionnellement. Parler devient difficile. C'en est trop : Aitoa consulte, enfin, un médecin du CEP. Ce dernier refusera de lui donner quelque explication que ce soit concernant les causes de tant de calamités. Il aura droit à de fortes quantités de médicaments. Un point c'est tout ! On lui enlève l'œil droit au cours d'une intervention chirurgicale. Il sera mis à la retraite anticipée.

Depuis quelques mois, Aitoa a recours à la médecine traditionnelle tahitienne. Certains de ses maux ont légèrement diminué. Sa peau est aujourd'hui redevenue normale.

□ **Manarii Teuira**, trente-six ans, est domicilié à Teahupoo. Durant six ans, de 1966 à 1972, il travaille à Moruroa. Trois de ses proches, son beau-frère ainsi que deux de ses amis, sont égale-

ment envoyés au CEP. Ils mangent aussi du poisson pêché dans la lagune. Chute de cheveux, maladie de la peau, les mêmes symptômes les touchent tous. Son beau-père en outre souffrira de graves douleurs internes qui lui vaudront trois interventions chirurgicales. Tous les trois seront d'abord transférés à l'hôpital Prince de Tahiti, puis dans un hôpital parisien. Tous les trois décéderont à Paris. Le diagnostic du médecin de service est clair : cancer.

□ **Dans la commune de Faa'a** vivent de nombreux travailleurs, anciens employés du CEA et du CEP. Une femme a bien voulu témoigner, tout en tenant à garder l'anonymat. Son mari a travaillé une quinzaine d'années à Moruroa depuis 1969. Elle a eu, pendant ce temps, six fausses couches. A la septième grossesse, elle mit au monde un enfant dont la peau ne tenait pas à la chair de son corps.

□ **Roger Maoni** vit actuellement près de Teahupoo. Il a vécu quelque temps en Nouvelle-Calédonie. Il y rencontra une femme tahitienne. Parce que cette femme est maintenant morte, Roger ose parler. Le fils de cette femme et nombre de ses amis ont été victimes des essais nucléaires ou de leurs retombées. Tous ont dû signer un papier qui les engageait à taire, partout et toujours, les mots maladie et opération, et surtout les origines de leur vie brisée qui, à petit feu, les ont conduit aux crématoires des irradiés. Ils ont tous été d'abord soignés à l'hôpital Prince de Tahiti. Ils ont été ensuite transférés à Paris. Et c'est avant leur transfert qu'ils ont dû signer les papiers les condamnant au silence.

Une enquête indispensable !

Bien entendu, précise Dorothee Piermont, « Je ne suis pas médecin. Je ne peux donc analyser précisément les symptômes et les maladies que tous ces témoins ont contractés. Cela démontre tout simplement qu'il est indispensable et urgent que les autorités françaises et polynésiennes donnent l'autorisation à une commission indépendante et internationale, comprenant notamment des médecins spécialistes des maladies nucléaires, d'accéder aux territoires de Polynésie afin qu'ils recueillent ces témoins qui m'ont raconté leur histoire, ainsi que tous ceux et toutes celles qui vivent dans la région et que je ne pouvais rencontrer au cours d'un séjour limité de trois jours. »

« Afin que la vérité soit mise à jour : le nucléaire français, semble-t-il, a déjà tué. »



Dorothee Piermont, à la tribune d'un meeting de soutien au Nicaragua de la LCR, en décembre 1984

Interview de Dorothee Piermont députée européenne des Grünen

Dorothee Piermont, députée des Grünen (les Verts) de RFA au Parlement européen, a participé au voyage du bateau « Greenpeace » au large de Moruroa. Elle a rencontré en Polynésie, avec une délégation du Front de libération polynésien (voir article ci-contre), des victimes de la force nucléaire française et recueilli leur témoignage. Elle a bien voulu répondre à nos questions à son retour de ce voyage « militant », avant d'aller porter son témoignage au Parlement européen.

□ **La campagne de Greenpeace à Moruroa a semblé terne. Pourquoi ?**

Le *Rainbow Warrior* était prévu pour animer la campagne à Moruroa. Après son sabotage, Greenpeace a choisi d'utiliser un autre bateau, équipé dans un tout autre but : se rendre en Antarctique et y installer une

station d'observation. Il a donc seulement suppléé à la campagne du *Rainbow Warrior*. Ces faits sont importants à rappeler. En effet, les autorités françaises ont laissé entendre, pendant tout le mois d'octobre, que Greenpeace devait être soutenu par l'URSS (ou quelque chose comme ça...) pour avoir récupéré, tout de suite après

l'attentat, un nouveau bateau. Ces bruits étaient de purs mensonges.

L'organisation écologiste possédait déjà le bateau *Greenpeace*, avant l'attentat contre le *Rainbow Warrior*. Il a simplement fait un détour, à Moruroa, avant de se rendre en Antarctique.

□ **Les médias, ici, soulignent souvent que Greenpeace a choisi de s'attaquer aux expériences nucléaires françaises, en délaissant les expériences américaines et surtout soviétiques ?**

Non ! La campagne de Greenpeace n'est pas une manœuvre anti-France. Cette organisation lutte contre les essais nucléaires quels qu'ils soient. Ils sont déjà allés dans le désert du Nevada, ils se

Piermont accuse a déjà tué

...
sont déjà rendus à Leningrad. Ils ont même traversé le mur de Berlin en utilisant un ballon. Tout cela a été fait pour protester contre les essais nucléaires des USA et de l'URSS.

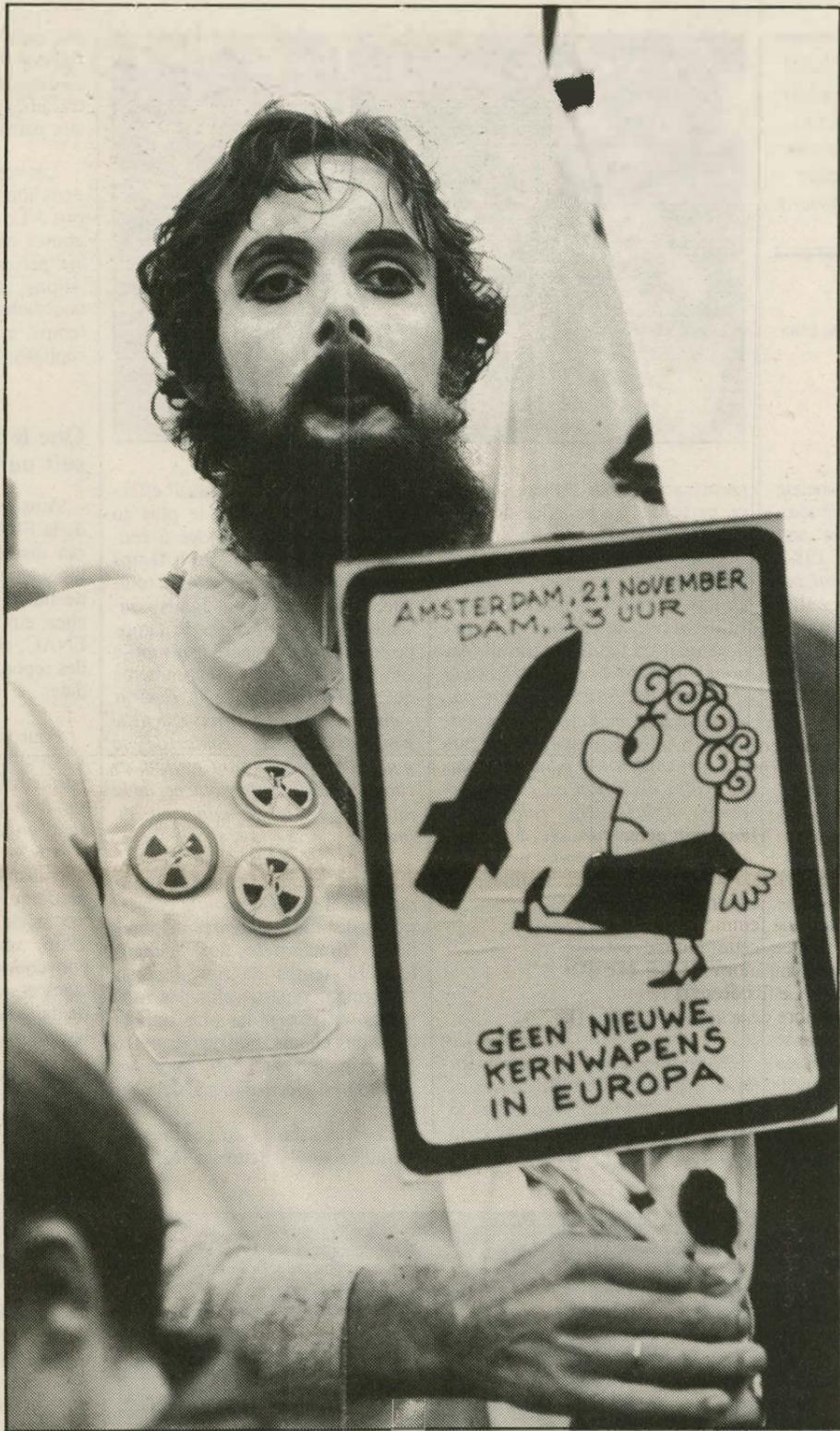
Il faut préciser enfin une chose : les expériences nucléaires françaises ont une dimension qui s'étend à l'Europe entière. Elles ne concernent pas que la France. Depuis des années, des pressions s'exercent de toutes parts afin d'aller vers la construction d'une force nucléaire européenne commune.

□ Ces pressions se font d'ailleurs sentir en particulier en RFA, dont tu es député au Parlement européen ?

Oui, ici la Démocratie chrétienne est la première à multiplier les efforts pour arriver à cette force nucléaire commune. On peut voir d'ailleurs une étape de ce processus dans la mise en route et le fonctionnement de la centrale nucléaire française de Malville. Celle-ci produit du plutonium dont l'utilisation est à vocation militaire. L'Allemagne et l'Italie sont partenaires dans le financement de Malville, comme dans son approvisionnement quotidien en plutonium. Faut-il rappeler enfin que Hernu, lui-même, en juin dernier je crois, annonçait que la « garantie de la force de dissuasion nucléaire française » serait étendue à l'Allemagne ? Si la force française a donc vocation à former le noyau d'une force de frappe européenne, je suis donc, moi-même, en tant qu'Allemande, la première concernée puisque je refuse le nucléaire en Europe.

□ Tu as donc jugé indispensable de prendre part à la campagne de Greenpeace en tant qu'élue des Verts de RFA au Parlement européen ?

Il faut d'abord rappeler une simple réalité : la Polynésie française, en tant que Territoire d'outre-mer, est associée à la communauté euro-



Manifestation contre l'implantation des missiles Cruise, aux Pays Bas, en novembre 1981

péenne. Le Parlement européen est donc compétent, aussi, sur ce qui se passe dans ces régions-là. La Polynésie envoie un député au Parlement européen, un député européen a donc parfaitement droit de regard sur ce qui se passe là-bas.

□ Mais quelle est plus particulièrement la politique du Parlement européen en ce qui concerne le statut des Territoires d'outre-mer ?

L'Europe affirme dans ses propres traités qu'elle doit aider à ce que les Territoires d'outre-mer évoluent vers l'indépendance, leur souveraineté. La Polynésie, comme d'autres territoires français, est un cas précis dans cet ensemble-là. Peut-on dire d'ailleurs qu'un territoire qui

se trouve à vingt mille kilomètres de la France est, purement et simplement, la France ? Je ne le crois pas ! Les populations autochtones qui y vivent, les Polynésiens, doivent pouvoir décider, eux-mêmes, s'ils veulent être Français ou pas. Et s'ils veulent devenir indépendants, c'est à eux de décider sous quelle forme ils veulent vivre, quel genre d'Etat ils veulent bâtir. Ce n'est pas à la France de décider à leur place, selon moi.

□ D'autant plus qu'ils n'ont pas décidé non plus d'être les cobayes des expériences nucléaires françaises...

Absolument ! Il faut d'autant plus insister là-dessus que les essais nucléaires sont une composante indissociable de

l'impérialisme — disons le mot — de votre pays. Il faut rappeler que c'est l'Algérie, sur son territoire, qui en fit les premiers frais. Avant que la lutte du peuple algérien permette à ce pays d'accéder à son indépendance. Il fut alors explicitement dit par la France qu'elle trouverait d'autres territoires pour procéder à ses expériences nucléaires. Et naturellement, ce sont les Départements d'outre-mer, la Polynésie, qui se sont retrouvés avec la menace nucléaire permanente sur leur propre sol, sans qu'on leur ait demandé leur avis. Les conséquences, je peux le dire maintenant, sont déjà dramatiques (voit article ci-contre : « Le nucléaire français a déjà tué »).

Propos recueillis par Michel Morel

Procès d'Auckland : un scandale

« Ce procès se termine en queue de poisson et c'est un véritable scandale, explique Dorothee Piermont. Il y a visiblement eu des échanges de bons procédés diplomatiques entre les deux gouvernements des deux pays. Le motif d'accusation d'homicide involontaire est parfaitement hypocrite puisqu'il est évident qu'un acte terroriste n'est jamais involontaire. Le rôle des Turenge dans la mise en œuvre du sabotage ne peut être une "circonstance atténuante" puisqu'il contribuait précisément au résultat de la mission : le sabotage du Rainbow Warrior. Il est d'autant plus scandaleux de diminuer leur responsabilité que l'on ne fait pas le procès des "vrais" responsables : cette fameuse "troisième équipe" découverte par le journal le Monde et dont personne ne parle plus.

« On en arrive même à un sacré paradoxe car si le sabotage du Rainbow Warrior était un crime comme l'a dit le gouvernement français, alors il faut punir les coupables. Et ceux qui ont aidé à les découvrir sont des "héros au service de la patrie". Or, d'après ce que l'on sait, ce sont eux qui ont des ennuis au sein de la hiérarchie militaire. Pire, celui à qui l'on a fait porter le chapeau, Hernu, est aujourd'hui tête de liste du PS à Villeurbanne. Ce qui signifie bien que l'on met en vedette officiellement celui qui aurait tout fait pour que l'affaire reste inexplicable. Quelle confiance faire ensuite à des gens comme cela ?

« Tout cela est donc un coup de chapeau de plus à la raison d'Etat, une officialisation du terrorisme d'Etat. »

N'oubliez pas...



**SOUSCRIPTION
JUSQU'AU 19 NOVEMBRE 1985**

Au prix de 70 francs
au lieu de 98 francs

« Et notre drapeau est rouge »
(Du Spartakusbund à la IV^e Internationale)

La révolution allemande, la montée et le triomphe du nazisme, la lutte contre le fascisme, l'après-guerre et la division de l'Allemagne : les mémoires d'Oskar Hippe, soixante ans d'histoire du mouvement ouvrier allemand.

Rejoignant le Spartakusbund en 1916, il participe au développement des conseils ouvriers au début des années vingt et traverse la tragédie de la révolution allemande : la trahison de la social-démocratie, la stalinisation du KPD et les débats en son sein, la lutte de l'opposition bolchevique léniniste qui entraîne son exclusion du KPD.

Pourchassé par la réaction, emprisonné par les nazis puis, après la guerre, enfermé dans les geôles de RDA, libéré en 1955, Hippe poursuit son activité militante « à la gauche du SPD ».

Ce livre est à la fois une analyse des événements politiques qui ont marqué en profondeur la classe ouvrière allemande et le témoignage d'un militant dont la vie entière se confond avec la lutte pour le socialisme.

Je souscris pour exemplaire(s) à 70 francs =
Frais de port..... x 9,50 francs par exemplaire =
Total à payer
Je retire ma souscription à la librairie La Brèche (9, rue de Tunis Paris 12^e, m^e Nation)
Je souhaite recevoir ma souscription à l'adresse ci-dessous et je règle donc les frais de port.
Nom
Prénom
Adresse

Chèque à l'ordre de PEC à renvoyer à PEC, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, accompagné du bon ci-dessus lisiblement rempli.

C'est bien Moruroa

Moruroa et non Mururoa. Une erreur de transmission de l'Etat colonial français a officialisé le nom d'origine... avec une faute. Comme le peuple kanak tient au K de Kanaky, le peuple polynésien tient au o de Moruroa. Nous aussi...

Commerce : que le travail soit un sacerdoce

Le commerce est le secteur de pointe en matière de flexibilité. Elle prend là le visage concret et peu ragoutant de la docilité que les patrons cherchent à imposer dans tous les secteurs industriels. A la FNAC-Paris, les tentatives ont été multiples. Elles sont, pour l'heure, tenues en échec. Mais l'intention patronale illustre bien le projet que concoctent en ce moment le gouvernement Fabius et le CNPF.

Pour que le libéralisme ne soit pas une simple idéologie, pour qu'il se concrétise dans la vie quotidienne des salariés, la flexibilité fournit sa traduction concrète.

Dans le secteur du commerce, pointe avancée en matière de flexibilité, les attaques sur l'aménagement du temps de travail se sont succédées.

A commencer par le travail le dimanche. C'est en 1906 que le repos dominical fut obtenu par la lutte. Tout « moderne » qu'il soit, le libéralisme d'un Fabius, ou celui prôné par les groupies de Reagan, prend les traits quelque peu rigides de vieilles recettes réactionnaires.

En septembre 1979, quarante-trois députés UDF déposaient un projet de loi visant à l'ouverture des magasins le dimanche, avec les mêmes arguments de disponibilité envers la clientèle. A ce moment, comme aujourd'hui, l'amplitude de travail hebdomadaire dans le commerce varie entre 55 et 70 heures, pour culminer, en décembre, à un travail 6 jours sur 7, avec un minimum de 50 heures. Que le gouvernement Fabius, le patronat des grandes surfaces et l'encadrement du commerce reviennent à cet objectif, nul ne s'en étonnera.

Mais cette fois, l'offensive me-

nace l'ensemble des salariés, puis-que la flexibilité rôde...

Le visage concret de la flexibilité

A la FNAC-Paris, une société spécialisée dans ce genre d'études, Janus Consultants, rendait son rapport, le 14 septembre 1984, intitulé « La durée du travail par rapport à la concurrence ». Le titre de l'étude indique bien son objet : mettre en contradiction les conquêtes sociales en matière de temps de travail et de salaire avec la concurrence et les bénéfices patronaux escomptés.

Comme quoi, en matière de modernisme, les vieilles lunes de l'exploitation maximale du salariat ont la vie dure.

Janus, docteur es-flexibilité, établit que la FNAC, par rapport à Darty, recueille une valeur ajoutée sensiblement égale, mais sa redistribution s'opère trop favorablement en faveur du personnel.

Ainsi, Janus explique que « le poids de la main-d'œuvre dans l'activité obère les résultats financiers ». Tout ça parce qu'existe, obtenu par la grève, un accord d'indexation des salaires sur les prix, qui empêche le patron de faire jouer à plein la carotte de la



participation et de l'intéressement du personnel au bénéfice de l'entreprise.

Comment, se demande Janus, annihiler cet avantage conquis, afin de stimuler la productivité ? Et de trouver le chemin de l'aménagement du temps de travail. Au grand dam de Janus, « la gestion du temps de travail ne figure pas au rang des préoccupations quotidiennes ». Pour l'organisme d'études patronales, « l'administration du temps de travail est peu rigoureuse, difficilement contrôlable. Les pratiques, par voie de conséquence, peuvent paraître laxistes ».

D'où la solution, trafiquer le temps de travail.

Temps de travail effectif et durée annuelle

Du point de vue de la productivité, explique Janus au patron, il convient de faire coïncider le temps de travail effectif avec la durée du travail légal. Pour un

vendeur, le temps de travail effectif, celui qui rapporte le plus au patron, est celui employé à vendre. L'élimination des temps morts, par un pointage électronique, voilà la solution. Janus conseille donc d'annualiser le temps de travail, de le répartir suivant le caractère saisonnier du commerce de la FNAC, afin de le répartir « en fonction des flux d'activité pour assurer les coûts de la main-d'œuvre... suivant les flux de clientèle à différents moments de la journée, de la semaine ou du mois ».

Janus rejoint les grands maîtres à penser de la flexibilité, lorsqu'enfin il recommande la constitution de stocks d'heures disponibles en fonction des flux de clientèle. Le temps de travail serait strictement réparti selon les moments de passage les plus importants des clients, qui peuvent être prévus heure par heure selon les décomptes électroniques déjà au point.

Et vos salariés du commerce, travaillez de 10 heures à 12 heu-

res, puis de 18 heures... à la fermeture. C'est invivable ? C'est une surexploitation de la journée de travail ? Qu'importe, cela rapporte aux patrons.

Les repos compensateurs ? Les deux journées consécutives de repos ? Le repos dominical, toutes choses conquises par la lutte ? La vie personnelle, la vie familiale ? Allons, allons, soyons modernes, que diable, il faut vivre avec son temps, et l'air du temps, c'est le capitalisme japonais qui le souffle.

Que le travail soit un sacerdoce

Ainsi, selon Janus, la direction de la FNAC, et elle seule, déciderait quand et combien de temps les salariés passeront à leur poste de travail, dans les transports, et chez eux. C'est le patron de la FNAC, et nul autre, qui décidera des repos, de leur durée, et de leur date.

Pour couronner le tout, devrait s'instaurer une polyvalence, qui permettrait à l'encadrement d'asservir la masse du personnel présent en fonction des « flux de clientèle » à servir. Moderne le libéralisme et sa flexibilité ? Aussi moderne que le patronat du... XIX^e siècle. En avant vers l'avant 1936, vers le passé d'avant les conventions collectives, des avantages conquis et de la loi hebdomadaire de travail. On n'arrête pas le progrès.

Pour bien fixer les idées sur la... flexibilité, voici les extraits d'un contrat de travail rêvé par Essel, ex-P-DG de la FNAC, concernant les caissières employées à durée indéterminée mais... à mi-temps :

« Vous travaillerez dans un quelconque de nos trois magasins parisiens » (Cavalez entre Forum, Etoile et Montparnasse selon les besoins patronaux.) « Vous serez en permanence en mesure d'être disponible sous un délai de trois jours, sur simple appel téléphonique ou envoi de télégramme de notre part » (Vivez à côté de votre téléphone ou allez pointer au chômage.) « Vous vous engagez à ne pas exercer d'autres activités salariées, vous serez susceptible d'être détachée aussi bien pour des missions à temps complet qu'à temps partiel, en fonction de l'horaire du magasin où vous serez affectée... »

A la FNAC-Paris, et ce contrat conforme aux canons et la flexibilité et l'étude de Janus Consultants ont été repoussés par la lutte des salariés et de leurs syndicats. L'action du gouvernement et du patronat ne visent-elles pas justement à remettre en cause par la loi ce genre de rapport de forces construit par les travailleurs ?

A contrario, le projet de loi sur la flexibilité est susceptible de connaître l'échec si l'action unie des syndicats et des travailleurs fait front.

Il faudra en passer par là, sinon la roue de l'histoire sociale tournera à l'envers.

Jean Lantier



Le modèle japonais est encore loin

Même si la flexibilité du temps de travail gagne du terrain, semaine par semaine, elle représente toujours une proportion très faible des horaires de l'ensemble des salariés. Pour les patrons et le gouvernement, sur la voie du modèle japonais, l'obstacle est de taille.

Pour « faire flexible », comme au Japon, les patrons devraient quasiment inverser la proportion existant en France entre les travailleurs relevant d'un statut du travail respectant en gros le Code du travail, et ceux qui sont soumis aux divers modes de flexibilité, frôlant « l'illégalité ». Ce rapport est d'environ 80 % à 20 % aujourd'hui. L'exact inverse justement de celui qui existe au Japon entre les 20 % de travailleurs privilégiés bénéficiant d'un travail fixe (le fameux « emploi à vie ») et l'immense majorité des travailleurs japonais (80 %) soumis à tous les aléas possibles. On mesure l'obstacle. Question flexibilité du temps de travail, copier le modèle japonais est bien une sacrée gageure pour le patronat français.

François Dalle, ex-P-DG de l'Oreal, auteur du fameux rapport qui fixait cet unique cap à l'automobile française — et auquel charpenté dans cette branche d'activité aujourd'hui doit beaucoup — n'avait pas proposé de ce point de vue de recette miracle. Et pour cause. Mais simplement une voie à suivre, un but à se fixer. C'était en octobre 1984. Depuis, la flexibilité fait en quelque sorte du surplace. Des accords de décembre dernier, longuement mûris entre les représentants du CNPF et les confédérations syndicales, et

magistralement rejetés par les travailleurs et les syndicats du rang, au nouveau projet de loi que couve depuis plusieurs mois le ministre du Travail Delebarre (voir ci-dessus).

► On note certes une progression quasi quotidienne du temps de travail flexible. Pas une semaine ne passe sans qu'il soit fait mention dans la presse d'un accord signé par les organisations syndicales dans telle entreprise. En attendant une loi éventuelle, les patrons l'appliquent déjà ! Mais si le mouvement est réel — et donc dangereux —, il n'en demeure pas moins limité. Les chiffres l'indiquent. On évalue à 10 % les accords signés dans une entreprise en 1985 qui dérogent aux lois concernant la durée du travail. Les chiffres restent imprécis, discutables, ils n'en indiquent pas moins la tendance. Mais sa croissance, du point de vue patronal, reste trop limitée. En 1983, la proportion d'accords dérogeant au Code du travail était d'environ 5 %. Elle a doublé, certes. Mais 90 % des entreprises restent dans la norme.

► Encore faut-il préciser ce qu'est la norme. Même si le Code du travail et la semaine de 39 heures sont respectés, les heures supplémentaires permettent de faire varier la durée hebdomadaire du travail d'une semaine à l'autre...

La loi des 40 heures est bien une loi avec laquelle le patronat a déjà pris des libertés. La très grande majorité des salariés n'en reste pas moins « protégée » par le cadre de la semaine travaillée légale. L'évolution du nombre de ceux qui travaillent plus que la durée hebdomadaire fixée par la loi le démontre : 42,2 % des salariés travaillaient 41 heures et plus en 1978, 21,3 % en 1984. Mais les différences d'horaires travaillés donnent une image des disparités existantes. Les salariés effectuant le même horaire tous les jours sont passés de 63,1 % en 1978 à 57 % de l'ensemble des salariés en 1984, de 63,1 % à 57 % pour les hommes, de 68,8 % à 65,3 % pour les femmes. Les salariés travaillant un horaire différent selon les jours, fixés par l'entreprise, sont passés de 14,6 % en 1978 à 16,8 % en 1984, de 13,8 % à 15,8 % pour les hommes et de 15,8 % à 18,9 % pour les femmes.

► La proportion de ceux qui travaillent en horaires alternés (2 équipes ou 3 équipes) est restée quasiment identique, passant de 8,1 % en 1978 à 7,9 % en 1984. Cette « stagnation » recouvre évidemment des réalités fort différentes selon les branches. 7 % des salariés de l'énergie et 11 % des salariés des industries agro-alimentaires travaillent en équipe alternante contre 32 % des salariés du secteur des biens alimentaires par exemple.

La proportion de salariés travaillant plus de 100 nuits dans une année était de 1,9 % en 1978, elle est de 3,2 % en 1984. Il faut noter qu'elle s'est accrue de 4,2 % à 9,7 % en 1984 pour les salariés travaillant en horaires alternés (trois équipes ou plus) et de 2,5 % à 4,6 % pour les salariés effectuant un horaire différent selon les

jours, fixés par l'entreprise. De 1978 à 1984, l'accroissement des disparités d'horaires des salariés, dans tous les sens, est donc notable. Mais rien n'indique pour autant un mouvement impétueux vers la flexibilité du temps de travail !

► Une évolution doit cependant être soulignée. L'accroissement des disparités entre les salariés est particulièrement marquée en ce qui concerne les femmes. La proportion de femmes salariées travaillant à temps partiel accentue son avance sur la même proportion chez les hommes. Celle-ci passe de 1,2 % en 1978 à 2,2 % en 1984 sur l'ensemble des salariés, alors qu'elle progresse dans les mêmes termes de 6,2 % à 9,3 % chez les femmes. Le déséquilibre est d'autant plus grand que l'ensemble des femmes salariées représente seulement un peu plus du tiers de la population salariée totale. Ce constat ne sert pas simplement à démontrer la loi bien connue selon laquelle ce sont toujours les femmes qui font les frais en premier des attaques sur le temps et les conditions de travail. Le coup va plus loin. L'exemple du Japon est de ce point de vue significatif. Les femmes constituent dans ce pays la grande majorité des 80 % des travailleurs qui ne bénéficient pas d'un statut fixe, du fameux « emploi à vie ».

De ce point de vue, l'exemple japonais choisit toujours la même cible.

► L'ensemble des statistiques citées le montre : même si les disparités d'horaires travaillés sont nombreuses, elles demeurent, dans leur très grande majorité, dans le cadre de la durée hebdomadaire du travail fixée par la loi. C'est bien cela que veulent faire sauter aujourd'hui le gouverne-

Faire front !

La flexibilité, c'est un mot de technocrate. Il est créé pour envelopper une attaque de fond contre les conquêtes sociales des travailleurs. En langage patronal, flexibilité, cela veut dire gain de productivité, allongement de la durée d'utilisation des équipements, ajustement de la production aux fluctuations de la demande, réduction des stocks et des frais financiers qui en découlent.

Dans cette description complète qu'offre la flexibilité en matière d'avantages patronaux, manque le sujet qui nous intéresse le plus, qui nous intéresse même exclusivement, le sort des travailleurs sur le dos desquels ces gains de productivité et autres ajustements de la production veulent s'opérer. Asservir le temps de travail à la stricte décision patronale, voilà l'objectif réel. Et les patrons ne partent pas de zéro. Seuls 59 % des travailleurs, en 1984, bénéficiaient d'horaires fixes, c'est-à-dire le même horaire par jour.

Ce qu'ils veulent, au gouvernement et au CNPF, c'est réduire ces 59 % à néant. C'est déterminer le temps de repos, le temps de transport, le temps de travail du point de vue exclusif de la rentabilité immédiate. Et bien entendu sans embaucher, sans créer le moindre emploi. Le temps de travail existant, ils veulent le partager, le charcuter, le découper pour traquer les temps morts et faire en sorte que le temps effectif de travail soit le temps légal. Dehors les repos, dehors les temps morts, dehors les travailleurs qui ne suivent pas le rythme imposé.

On ne sait pas si Delebarre et Fabius passeront outre le refus de la CGT et de FO, et s'obstineront à promulguer leur projet de loi, instaurant une légalité du contournement de la précédente légalité. Front-ils jusqu'au bout, en conférant par voie législative une valeur légale aux accords d'entreprise et de branche, rendant caducs et le Code du travail et les conventions collectives, représentant les conquêtes acquises de haute lutte par les luttes ouvrières ?

Une riposte s'impose. Personne, parmi les syndicalistes unitaires, parmi les travailleurs combattifs, parmi les militants ouvriers conscients, ne doit porter l'ombre d'une responsabilité dans cette attaque. C'est dire qu'il est de leur devoir comme du nôtre de tout faire pour bâtir une riposte unitaire, qui fasse reculer le gouvernement sur son projet de loi, s'il ose le proposer au Parlement. C'est dire que les députés socialistes et communistes doivent sentir la pression ouvrière sur eux, pour qu'ils refusent de voter une telle loi.

Entendons-nous bien : nous allons assister à une auto-affirmation sectaire des confédérations. Or il existe, nous l'avons vu en décembre 1984, dans chaque centrale, des centaines de syndicalistes prêts à se battre contre ce que les patrons appellent la flexibilité, contre ce qui n'est que l'insécurité du travail érigée en loi et principe.

La riposte unitaire est possible, si le gouvernement ose. Tout faire pour la construire, voilà la priorité des priorités.

Jean Lantier

ment et le patronat. L'obstacle est de taille, et le modèle japonais, pour le moment, toujours hors d'atteinte. Pour les travailleurs, la lutte contre la dérégulation du temps de travail reste à l'horizon.

Michel Morel

1. Les statistiques citées dans cet article sont extraites des enquêtes de l'INSEE sur le temps de travail en 1982, 1983, 1984 et 1985, de l'étude du ministère du Travail.

2. « Horaire et aménagement du temps de travail des salariés en mars 1984 », de l'article « Copier le Japon » paru dans le Monde diplomatique de novembre 1984. 3. Ces différences ne sont pas dues à l'aménagement du temps de travail résultant du passage au 39 heures pour l'ensemble des salariés par diminution hebdomadaire du travail, ou réduction imputée uniquement sur le dernier jour travaillé...





Souscription législatives 86

2,5 millions de francs

Alerte !

La souscription a pris du retard. Nous avons vingt briques, nous devrions en avoir plus de trente. Ça sera ça de plus à rattraper « au finish » début 1986. Certains camarades, lecteurs, militants, directions locales de la LCR, ont déjà commencé cette bataille primordiale, dépassant même leurs objectifs. Mais d'autres, y compris de grosses villes de province, sont restés l'arme au pied. C'est impossible. Il faut s'y mettre, organiser ce travail de collecte, le planifier, individuellement et collectivement. Pas de fric, pas de campagne. Peut-on imaginer qu'il n'y ait pas de candidats dans toute une région ou une grande ville, Marseille par exemple ? Non ? Bon alors, il faut s'y mettre à fond. Et dès maintenant car ce n'est pas en mars que l'on déterminera le nombre de candidats, d'affiches, de meetings, etc.

Les cinq premières villes :	Les cinq dernières villes :
Longwy : 266 %	Marseille
Alençon : 260 %	Bordeaux
Bayonne : 238 %	Montpellier
Bernay : 166 %	Clermont
Montbéliard : 157 %	Deux

La droite dans l'Oise : le prix des candidats

La droite a désigné ses têtes de liste dans l'Oise pour les législatives. Tous des pauvres... Avec le RPR, c'est la jeunesse et le renouvellement : Marcel Dassault conduira encore la liste de Chirac dans l'Oise. Il faut croire que Gaga-ssault arrose le trésorier du RPR. A part cela, les riches ne sont pas privilégiés en politique !

A l'UDF aussi, on aime les grosses fortunes : Robert Hersant possède seulement *le Figaro*, *France-Soir* et quelques autres journaux. Cela non plus n'a sûrement rien à voir avec sa candidature.

Quant au Front national, sa tête de veau-te est Pierre Descaves, vice-président du

SNPMI, l'organisation des petits patrons qui aiment à défiler aux flambeaux. Encore un pauvre : *le Canard enchaîné* du 17 avril 1985 reproduisait une lettre adressée par Descaves à Le Pen, où Descaves demandait une place d'éligible sur la liste des européennes, en échange de « 500 000 francs en plus de la participation normale à la campagne ». 50 briques pour une place : une paille.

On pense dans les milieux bien informés que le baron Empain s'y est pris trop tard pour décrocher le pompon dans l'Oise. Car lui aussi peut aligner l'oseille. Il révèle dans ses récentes mémoires qu'il a pu perdre 2 500 000 francs au jeu en une nuit.

Lisez bien : 2 500 000 francs, l'argent de poche de monsieur le baron pour une soirée, c'est exactement le montant de la souscription de la LCR.

Calendrier rouge 1936-1986

En vente à partir du 15 novembre

Douze photos, datant de 1936, du Front populaire et de la guerre d'Espagne : 30 francs + frais de port.

Ce calendrier participe à la campagne financière pour les législatives de mars 1986.

C'est un acte militant que d'en acheter plusieurs : pour toi, pour en faire cadeau à tes amis, ta famille (les fêtes de fin d'année approchent), pour le vendre à tes collègues, tes camarades du syndicat, tes voisins.

Les photos sont belles. Le prix pas cher.

Passez tout de suite commande : il n'y en aura peut être pas pour tout le monde.

Editorial des feuilles d'entreprises

Flexibilité : le gouvernement osera-t-il ?

Quel acharnement met le gouvernement pour sa « flexibilité » !

On aurait aimé qu'il mette autant de cœur à résorber le chômage. Mais non ! L'énergie d'un Delebarre, ministre du Travail, s'investit pour imposer le travail de nuit, le travail le dimanche, le travail n'importe quand pourvu que cela rapporte au patron.

Le gouvernement osera-t-il aller jusqu'au bout ?

Dans cette croisade pour le travail précaire et sans sécurité légale, le gouvernement se heurte à nouveau au refus des confédérations syndicales CGT et FO. La CFTC est plus modérée. Quant à la direction de la CFDT, fidèle à ses habitudes, elle accompagne avec enthousiasme le gouvernement dans sa remise en cause des conquêtes ouvrières.

Alors, ira-t-il jusqu'au bout ? Fabius s'entêtera-t-il à répondre servilement aux moindres désirs du patronat ? C'est le 20 novembre, au Conseil des ministres, que l'affaire se jouera. Là, Mitterrand et Fabius devront choisir entre reculer, ou assumer une attaque de fond contre le Code du travail et les conventions collectives.

L'insécurité, ils sont pour !

Le gouvernement, on lui fait confiance pour continuer de cogner contre les travailleurs.

L'insécurité, il est pour. Oh, pas cette insécurité des propagandes électorales, qui fait des couloirs du métro et des rues sombres des banlieues de véritables coupe-gorge. Cette insécurité-là, ils en

tirent prétexte à renforcer la police et tout l'arsenal répressif.

Mais l'insécurité du travail, la fin des contrats à durée illimitée et collectifs, le temps de travail charcuté selon le seul bon vouloir du patron, le travail de nuit des femmes, l'extension du temps partiel, cette insécurité-là ils sont pour. Ils en sont même les créateurs !

La loi, celle protégeant, tant bien que mal, les quelques droits conquis par les luttes ouvrières, cette loi, elle est à détruire au plus vite. Car le patronat est pressé de faire des profits, d'être concurrentiel, de faire du fric sur le dos des travailleurs.

Ne restons pas spectateurs

La question la plus urgente qui nous est posée, c'est comment bloquer net leur offensive.

Il serait bien naïf de s'en remettre au seul refus verbal des états-majors syndicaux.

Si le gouvernement ose aller jusqu'au bout et soumettre au Parlement son sale projet de loi pour « l'insécurité du travail », alors reste l'unique recours en notre possession, la lutte.

Si le gouvernement ose, il doit savoir qu'il se heurtera à une véritable mobilisation des travailleurs pour la sauvegarde du travail stable, de la loi hebdomadaire du travail, du Code du travail et des conventions collectives.

C'est bien à cela qu'il faut travailler dès maintenant.

Si le gouvernement ose, c'est qu'il pense que le rapport de forces est en sa faveur pour nous infliger un nouveau et sale coup. Rebâtir ce rapport de forces, c'est bien cela la tâche de l'heure.

Alençon	
Imgard et Robert	1 000
Autres	400
Fédération 78	
Albert	100
Flins-Les-Mureaux, Roger et Ida	210
Stéphane	500
Gilles	100
Reste du pot AMX	20
Jean-Pierre, Trappes	50
E. C., Maisons-Lafitte	300
Nicole et Daniel B., Montesson	200
Le Mans	
Travailleurs de l'hôpital	40
Jean-Claude	300
Aix-en-Provence	
Tardy, « en solidarité avec Adèle Blanc-Sec »	20
Frédéric, « J'aide la Ligue. Et vous ? »	40
Jean-Marc, « Ethylique d'extrême gauche, mais pas milliardaire »	20
« Allez-y, c'est pas dur, pas cher et ça peut rapporter gros »	13
Bisès, Frédéric	20
Un militant en rupture de ban, Michel	140
Levallois	
Marie T., « plus rouge que moi tu meurs »	300
Pau	300
Grenoble	
007 pour l'alternative	150
Olivier, Moirans	250
Fédération 94	
EDF, sympathisants	200
Reste bouffe	180
Lyon	
Max, la fin du Loto	20
Jean-Paul, Macon	100
Dominique, Macon	50
Alain	100
Annie et Philippe de Colombes	30
Jean-Michel	300
Nantes	
INSEE	100
SNCF	113,50
Brest	1879
Dunkerque	
Pierre, Olga et Magali	60
M. F.	50
Reçu directement à Montreuil	
Caussade, « pour un parti des travailleurs »	50
S., Paris 11 ^e	100
R. P., La Rochelle	100
B.-H. E., Taverny	100
M.-J. F., Auxerre	100
L. V., Sarcelles	300

Total de la semaine	8 405,50
Total précédent	181 134,00
Nouveau total	189 539,50

« Ni neutres, ni partisans »

Une CFDT hors jeu ?

La grève est-elle « dépassée » ? Edmond Maire l'a prétendu récemment, à l'opposé du texte « Ce que veut la CFDT » qu'il avait fait adopter avant le congrès confédéral de Bordeaux pour s'assurer une majorité. La CFDT doit-elle s'engager fermement contre la droite en mars 1986 ? L'aile droite ne le veut pas. Mais, concession inévitable à une organisation très critique, la presse confédérale se fait elle-même l'écho de cette discussion.

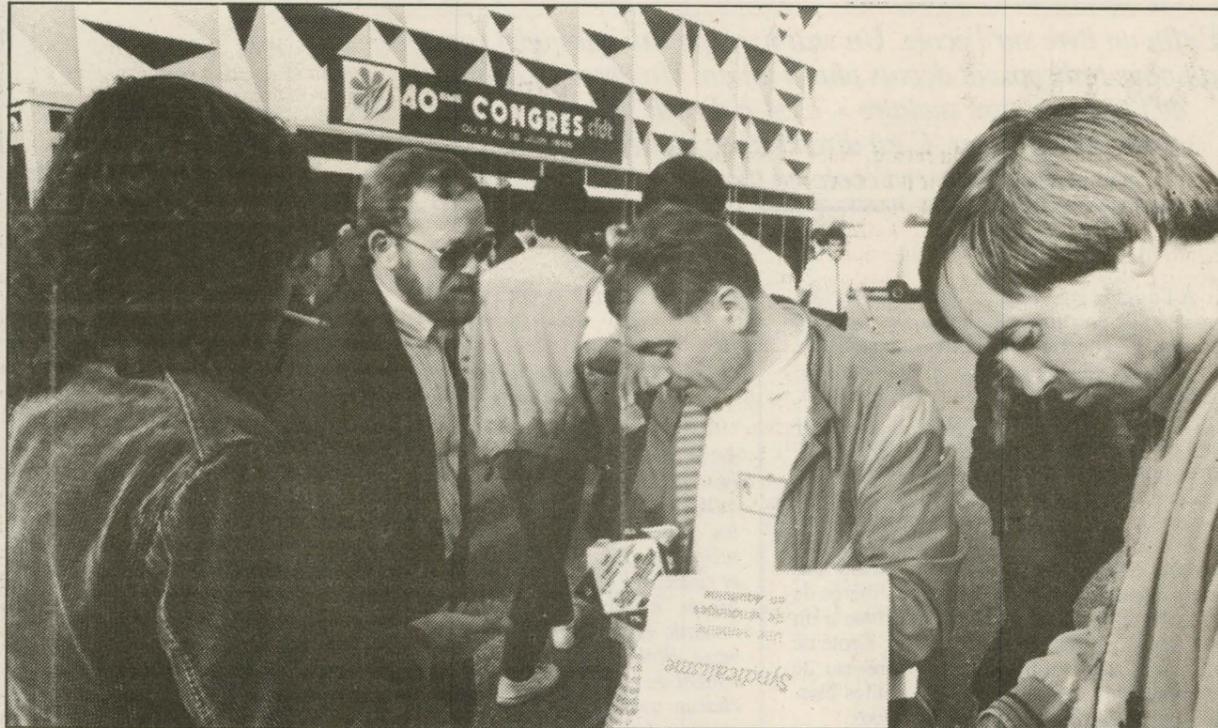
« Mythologique », la grève ? Allons donc ! Les déclarations d'Edmond Maire en ont surpris plus d'un, y compris parmi les participants à la réunion du conseil national des 23, 24 et 25 octobre dernier. Dès le 1^{er} novembre, dans l'Est républicain de la Haute-Marne, le secrétaire de l'union départementale le faisait savoir. Alors qu'il n'est pas connu comme « opposant notoire », il ne mâche pas ses mots : « J'étais au conseil national pour représenter la région Champagne-Ardenne et à aucun moment il n'a été adopté cette position. » « Il est, selon lui, dangereux de se baser sur le principe d'un patronat plus conciliant (...). L'orientation exprimée par

Edmond Maire marque l'éloignement de l'union nationale des idées de mise en place de la société autogestionnaire et de combat contre le capitalisme. »

Pas de neutralité !

Une telle déclaration montre bien que l'union régionale Basse-Normandie, qui a condamné cette prise de position¹, n'est pas isolée. Depuis, d'ailleurs, c'est l'union départementale du Territoire de Belfort qui, comme sans doute beaucoup d'autres, a pris position (voir ci-dessous).

Ce conseil national, qui n'a pas mandaté le secrétaire



général dans le sens de ses déclarations à la presse, reflète la sensibilité des directions présentes dans le parlement de la CFDT. Elle ne correspond pas à ce que souhaite la commission exécutive confédérale : rares sont les prises de position en faveur d'un non-engagement de la CFDT face à l'échéance électorale de mars 1986. De fait, ceux qui veulent que la CFDT, à sa façon, participe à la bataille contre la droite sont majoritaires. Le compte rendu publié dans *Syndicalisme hebdo* du 31 octobre en témoigne.

« On ne peut se contenter de constater nos divergences avec la droite », dit fermement Bernard Henry au nom des Pays de Loire, l'une des régions où la CFDT est le syndicat majoritaire. Selon lui, « il faut mettre les travailleurs en garde (...). En quoi, demande-t-il, notre autonomie serait-elle mise en cause si nous appelions les travailleurs à refuser de porter leurs voix à droite, sur ceux qui véhiculent une idéologie et des propositions opposées aux nôtres ». Sa position affirme d'autant plus la volonté d'indépendance du syndicat qu'il prend aussi position sur la question des salaires, signalant les « problèmes posés par l'augmentation des heures supplémentaires que l'on constate sur le terrain, sans doute pour compenser la trop faible augmentation de salaire de ces derniers mois ». De même, il critique les mesures sur l'UNEDIC : « Pourquoi ne pas revendiquer une contribution "solidarité chômage" des non-salariés ? »

Dans le même sens, le représentant des PTT, Denis Tonnerre, souligne qu'« il est de la responsabilité de la CFDT de dire ce qu'apporterait la droite victorieuse ou ce qu'elle aurait apporté si elle l'avait emporté en 1981 ». Au

nom de la Banque, Régis de Berranger estime aussi que « la CFDT n'a pas à servir de force d'appoint mais gauche et droite ce n'est pas la même chose ». Les porte-parole de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou de la région Rhône-Alpes leur emboîtent le pas : « Le conseil national de janvier devrait être saisi de la réflexion confédérale pour que l'ensemble de l'organisation soit partie prenante. »

Quelques voix opposées à cet engagement se sont élevées. Notamment celles des dirigeants de la fédération des services et de l'agro-alimentaire. Pour Mireille Bertrand (services), « il faut profiter des prochaines élections pour se défaire de l'étiquette de syndicat politisé ». Et pour Jean Allègre (agro-alimentaire), il faut choisir : « Dans les six mois, quel débat agitera toute la CFDT ? La syndicalisation, ou savoir s'il faut voter pour la gauche politique en 1986 ? Eh bien, nous souhaitons dans les six mois être au cœur d'une campagne de développement de longue haleine et pas au cœur d'une campagne électorale. » Tout un programme ! Surtout quand le même dirigeant affirme que « la confédération doit appuyer la mise en œuvre des dérogations au Code du travail »...

Ils ont peur du débat

Le rapporteur, Albert Mercier, a préféré rester sourd. Il croit s'en tirer par « la formule originale : ni neutres, ni partisans ». Pour éviter que le débat ne tourne trop à son désavantage, la commission exécutive prétend prendre position sans consulter à nouveau le conseil national. Elle veut s'en tenir à un bureau national qui ne comprend que trente-quatre

membres au lieu de cent cinquante du conseil. Cette crainte est doublement significative. La contradiction entre la direction confédérale et la grande masse des syndicats, apparue au congrès de Bordeaux en juin dernier, pourrait se traduire, sur la question des élections, par une majorité des deux tiers.

L'enjeu politique du débat n'est pas mince : rappeler les exigences ouvrières tout en rejetant la droite comporte, en fait, une critique de la soumission de la CFDT à la politique d'austérité, depuis

1981, et réaffirme la nécessité de construire la mobilisation unitaire.

Cette voie, la seule crédible pour des militants ouvriers, c'est celle qu'Edmond Maire a voulu condamner d'un mot : « mythologique ». Comme si l'espoir de s'entendre avec les bons patrons n'était pas l'idée la plus « passiste » qui soit parmi les travailleurs !

Bernard Macaire

1. Rouge a publié le 1^{er} novembre le communiqué de presse de l'union régionale Basse-Normandie.

La CFDT - Belfort pas d'accord

Dans l'Est républicain du 7 novembre, un article fait état des réactions de l'UD-CFDT devant les déclarations d'Edmond Maire au sujet de la grève. Comme beaucoup de militants CFDT, cette UD n'accepte pas... Outil de lutte des travailleurs, la grève n'a rien d'une survivance du passé, rien de « mythologique » ! Voici quelques extraits de cet article.

« Les dernières déclarations d'Edmond Maire ont alimenté les débats au sein de l'UD-CFDT du Territoire de Belfort. La commission exécutive de l'organisation syndicale vient d'adopter une résolution dans laquelle elle juge aberrante la déclaration d'Edmond Maire sur le caractère "mythologique" de la grève.

« Selon les cédétistes belfortins, la grève est un outil aux mains des travailleurs et non pas des syndicats. De plus, ils contestent l'appréciation de leur secrétaire général selon laquelle il y aurait suffisamment de moyens de concertation dans l'entreprise pour s'exprimer autrement que par voie de grève. L'UD-CFDT de

Belfort considère que la grève ne fait pas partie du passé (...).

« Les militants cédétistes ont débattu longuement de l'opportunité de rendre publique leur prise de position. Ils ont finalement convenu d'un courrier interne adressé à Edmond Maire et aux responsables locaux, craignant de désorienter le public par des prises de position contradictoires. Mais les opposants à la ligne d'Edmond Maire sont passés outre... »

Prise de position significative et article significatif : le débat d'orientation est bien sûr loin d'être clos. Et, visiblement, il intéresse tous les travailleurs.

B.M.

vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)

n° 46

novembre 85 / 14 fr.

Sommaire

La beur génération

LES PROGRAMMES

ECONOMIQUES DE LA DROITE

« L'Etat et l'école en France » un livre d'Édwy Plenel

La classe ouvrière soviétique aujourd'hui

Picasso en son musée

Incroyable !

Enfin un livre sur l'école !

Enfin un livre sur l'école. Un vrai livre, pas un pamphlet comme ceux qui nous indisposent depuis plus d'un an. Un livre qui déblaie la route de l'« imaginaire scolaire », c'est-à-dire de ce projet d'école et de société à réinventer. C'est dire l'intérêt du dernier ouvrage d'Edwy Plenel, « l'Etat et l'école en France » (éditions Payot).

A l'origine était l'usine, lieu de perversion morale et de corruption politique de l'enfance ouvrière. L'école de Jules Ferry, qui emprunte son modèle pédagogique à la discipline industrielle, préserve aussi l'enfance de l'exploitation précoce. Ecole protectrice donc, mais aussi école conformiste. Ecole républicaine certes mais école auxiliaire d'une bourgeoisie jacobine. Ecole obligatoire assurément, mais institution qui parachève plus qu'elle n'impulse une œuvre de scolarisation déjà bien avancée. Ecole laïque bien sûr, mais pas neutre et encore moins athée. Ecole libérée de la tutelle de l'Eglise, mais subordonnée à un Etat éducateur très interventionniste. Ecole de tous, mais école divisée entre son réseau de « communales » et sa filière de « petites classes » payantes des lycées de chefs-lieux.

Un problème de méthode

Dans l'analyse de la naissance de l'école publique, comme de son rôle aujourd'hui, Edwy Plenel invite à se départir de tout fonctionnalisme, c'est-à-dire de ces approches qui présentent chaque résultat du système scolaire comme le produit d'une intention et d'une intervention. Trop simple, et économiste, de croire que l'école est bâtie par la bourgeoisie pour répondre à la nouvelle division du travail. Trop simple aussi, mais idéologue cette fois, de penser que l'appareil scolaire a été conçu pour se substituer à l'Eglise défaillante dans l'encadrement idéologique des masses.

L'école de Jules Ferry est plutôt intégrationniste : intégration territoriale des colonies de l'empire (Plenel y consacre un chapitre),

Une laïcité moderne ?

« Dans une période où le conservatisme libéral réussit à conquérir les atouts de la nouveauté et du progrès, une modernité laïque, capable à son tour de susciter adhésions et mobilisation, supposerait donc un contenu positif, et non plus un refus défensif, c'est-à-dire un projet d'école qui en redéfinisse les finalités sociales, les pratiques pédagogiques et les contenus de savoir.

« Faute de cette ambition — qui suppose une ambition sociale pour la société toute entière —, la gauche est condamnée aux demi-mesures : rechercher un illusoire compromis entre deux logiques contradictoires — celle, rassembleuse et unificatrice, du service public, celle d'atomisation et de concurrence de l'école privée — et ce fut le projet mort-né d'Alain Savary ; ou bien laisser le dualisme scolaire en l'état, en gommant les privilèges les plus criants, pour se consacrer à une revalorisation de l'enseignement public dans un retour à la tradition pédagogique républicaine classique et normative, c'est-à-dire au seul imaginaire scolaire qui ait apparemment déjà fait ses preuves, et ce semble être la solution de Jean-Pierre Chevènement. » (Pages 376 et 377.)

« Libre » choix ?

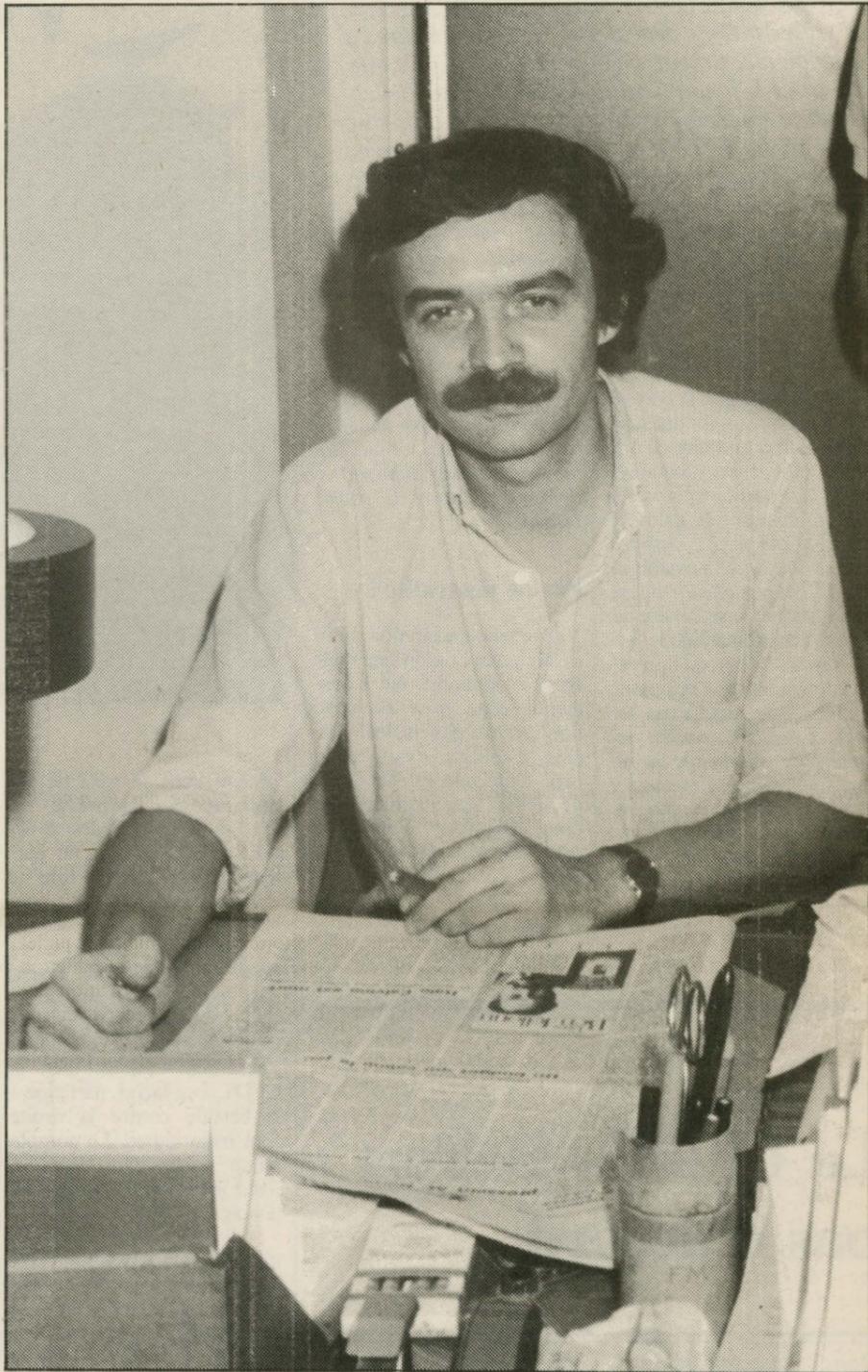
« Sous le règne de la marchandise, et de la division du travail, l'avènement du libre choix scolaire se ramènerait inéluctablement au libre jeu des inégalités sociales. Au regard de la reproduction des mêmes par les mêmes, la norme nationale et collective, lieu des enjeux revendicatifs, est un "mieux" en ce qu'elle accroît l'autonomie et l'unité de l'institution. A l'inverse, l'éclatement institutionnel, l'ébranlement de l'unité du service public érige le chacun pour soi en norme, entrave l'inscription des luttes sociales dans le champ scolaire, contribue à morceler, isoler et marginaliser les dominés. Le choix promis se réduira à la concurrence, la mutation à l'application du marché à l'école. Dans cette évolution d'un modèle à l'autre, le déplacement positif ne peut se faire qu'aux marges : pour ces fractions de classes — "classes moyennes", "nouvelle petite bourgeoisie" — dont la reproduction dépend en grande part de l'école, qui sont en situation de choisir et qui, de plus, occupent le plus souvent des positions de pouvoir dans le militantisme "parent d'élève". » (Page 402.)

plus encore des provinces et des campagnes de la métropole ; intégration de la classe ouvrière dont la force menaçante avait éclot à la Commune, ou plutôt dans les Communes ; intégration de l'élite ouvrière et paysanne à travers le moule des écoles normales d'instituteurs ; voire intégration de l'Eglise à la République, par la redistribution des rôles.

Pour intégrer, l'école enclôt les élèves, et enferme l'acte d'apprentissage dans un lieu réservé. Elle crée la coupure entre le savoir et la production, en même temps qu'elle arrache les enfants à l'exploitation et à l'ignorance. Elle trouve sa légitimité dans le combat contre la barbarie du capitalisme triomphant, mais elle canalise la pression sociale au compte de l'Etat.

Tel est le piège, selon Plenel dont tout le travail est de dérouler, au fil de l'histoire, les multiples formes de la contradiction portée par l'institution : elle est d'Etat, et à ce titre soumise aux rapports sociaux dominants. Mais elle est au même titre autonome, relativement, à l'égard des exigences immédiates des intérêts les plus puissants. Comment faire autrement que de défendre les marges d'autonomie de l'école, sans renoncer pour autant à dénoncer l'empiètement de l'Etat éducateur et la clôture de l'école ?

A une école intégrationniste pour l'Etat, Plenel oppose une école intégrée à la société. Dans le passage de l'une à l'autre s'inscrit le formidable défi idéologique lancé au mouvement ouvrier. Celui-ci crève de n'avoir pas su dépasser ses deux penchants, ou ses deux « cultures ». Sa partie républicaine, plus radicale que socialiste, vient d'encaisser une sérieuse défaite sur le terrain laïque. La promotion de l'école publique ne se suffit plus d'une profession de foi défensive à l'égard des confessions, mais elle appelle un projet positif pour les enfants du peuple. Quant au courant moderniste ou « autogestionnaire », ses velléités d'ouverture de l'école sont désormais récupérées et travesties par les néo-libéraux.



Au passage, Plenel ramène les laïcards à quelques vérités simples : que les « devoirs envers Dieu » restent inscrits au programme des écoles primaires jusqu'en 1923, qu'un Jules Ferry peut s'enflammer en public pour « la morale éternelle, la morale du devoir, la nôtre, la vôtre, Messieurs, la morale de Kant, celle du christianisme », et préciser ses intentions en ces termes : « C'est l'absence d'éducation chez le prolétaire qui crée le sentiment et la réalité de l'inégalité. »

L'imposture libérale

Mais Plenel réserve ses meilleurs coups à l'encontre des libéraux. Il en révèle la double imposture : « L'ennemi de ce libéralisme n'est pas celui qu'il se plaît à désigner : non pas l'oppression étatique mais l'impératif de justice sociale, et, plus précisément, les modifications institutionnelles induites par les luttes sociales autour de l'école. Sus à l'Etat, croit-on lire. C'est en fait : haro sur le social ! »

Mais le libéralisme n'est pas seulement le masque de l'inégalité : l'exacerbation de la compétition et de l'individualisme (l'Etat-moins) a besoin d'un renforcement des pouvoirs du roi de la nouvelle jungle (l'Etat-plus). Fort à propos, Plenel débusque l'autoritarisme, voire la « violence libérale », derrière la démagogie anti-étatiste.

L'alternative n'est donc pas entre le retour à Jules Ferry et l'adaptation au modèle du privé. Elle est entre l'acceptation des inégalités et la volonté de les dépasser.

Or, il y a urgence à surmonter la paralysie actuelle de la gauche autogestionnaire. D'un côté, « l'idéologie laïque introduit au mythe de l'école libératrice, c'est pourquoi elle est aujourd'hui impuissante à régénérer l'imaginaire scolaire afin de dresser un rempart efficace contre l'offensive néo-libérale ». De l'autre, la volonté décentralisatrice anticipe sur le chambardement libéral.

A l'entrée de son livre, Plenel nous prévient : « Le lecteur sera sans doute surpris de ce qu'un démontage radical de la forme Etat éducateur enfante une dénonciation également radicale des nouvelles idéologies anti-étatistes, qu'elles s'annoncent libérales ou autogestionnaires, qu'elles portent apparemment à droite ou à gauche. » Plenel plaide avec brio pour « une transformation de l'école qui soit aussi résistance, une résistance qui ne soit pas conservation ».

Il déblaie la route de la régénérescence de « l'imaginaire scolaire », c'est-à-dire de ce projet d'école et de société à réinventer : ce ne peut être l'affaire d'un auteur mais du mouvement social. En attendant, Plenel met un coup d'arrêt à la diarrhée pamphlétaire qui nous indisposait depuis plus d'un an.

Nicolas Jeanson

NICARAGUA (II)

L'urgence d'autres mesures

L'article que voici est le second d'une série de deux écrits par notre envoyé spécial à Managua après l'instauration de l'état d'urgence, le 15 octobre dernier. Dans le premier article, paru dans notre précédent numéro, l'état d'urgence était caractérisé comme une « mesure de légitime défense » dans un pays qui, chaque jour un peu plus, s'enfonçait contre son gré dans la guerre. Il concluait sur le fait qu'un nouvel équilibre entre les grandes priorités de la révolution semblait s'ébaucher. La première partie de l'article ci-dessous reprend cette question essentielle.

□ De notre envoyé spécial.

« Nous avons toujours accueilli favorablement et accordé la plus grande place à toutes les initiatives politiques et diplomatiques qui se sont proposées de rechercher les voies et les conditions du dialogue et de la négociation. Nous continuerons à le faire. Mais il nous faut désormais dresser un constat : aucune de ces initiatives n'a abouti ; toutes ont échoué face à l'intransigeance de l'administration Reagan. Dès lors, confrontés chaque jour, sur le terrain, à la volonté apparemment inébranlable de Washington de nous rayer de la carte, il serait irresponsable de notre part de subordonner l'adoption de mesures devenues indispensables à notre défense à des initiatives à l'issue toute hypothétique. »

Nécessités militaires

Ces propos d'un responsable national du FSLN ne sont pas isolés. Au-delà de leur prudence et de leur apparente banalité, ils sont révélateurs d'évolutions en cours à Managua. Lorsqu'il s'est rendu aux Nations unies fin octobre, Daniel Ortega a d'ailleurs développé le même thème devant la presse américaine.

Au cours des dernières années, les dirigeants sandinistes n'ont pas encouragé et soutenu des initiatives aussi diverses que celles lancées tour à tour par le gouvernement mexicain, l'Internationale socialiste ou le groupe de Contadora pour de simples raisons tactiques, comme voudraient l'accréditer les services de propagande américains. Au contraire, à plusieurs reprises, ils ont réellement cru à la possibilité d'aboutir à l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis. Non à partir d'une quelconque naïveté quant à la nature et aux intentions de l'adversaire. Mais parce que c'était là l'unique issue, hormis la guerre...

Aujourd'hui, après les échecs successifs de toutes ces initiatives, alors que le processus engagé par le groupe de Contadora s'enlise inexorablement, les dirigeants sandinistes ne croient plus à la possibilité que s'ouvre un véritable dialogue dans un avenir prévisible. L'embargo économique, puis le récent octroi, après accord du Congrès, d'une aide à la contra plus massive que jamais auparavant, les ont définitivement convaincus que l'administration Reagan n'avait désormais pour le Nicaragua qu'un seul fer au feu : la guerre ; qu'un seul objectif : la liquidation, par épuiement et écrasement, du processus révolutionnaire.

Dès lors, l'articulation dynamique et originale qu'avait su établir la révolution nicaraguayenne entre les nécessités de la défense, les offensives diplomatiques audacieuses et l'ouverture aux soutiens politiques et aux solidarités internationales les plus larges, ne peut que se modifier.

De plus en plus, ce sont les nécessités militaires de la défense et leurs inévitables contraintes qui s'imposent, et s'imposeront. Et cela, faut-il le rappeler, à un moment où seuls l'Union soviétique et ses alliés répondent aux besoins urgents et croissants, qu'il s'agisse d'armes lourdes ou légères, d'hélicoptères ou

de munitions, de matériels de transmission ou... de combustible.

Et l'économie mixte ?

S'il est un domaine dont, curieusement, il n'a à peu près jamais été question lors de l'instauration de l'état d'urgence et dans les déclarations qui l'ont suivi, c'est bien celui de l'économie.

Tout au plus a-t-il été réaffirmé solennellement par les uns et les autres qu'« au même titre que le pluralisme politique, l'économie mixte était un principe de base de la révolution qui ne serait en rien affecté par la nouvelle mesure ».

La formule est trop rituelle pour esquiver sérieusement les problèmes d'ampleur qui se posent à ce niveau. Leur compréhension impose un rapide retour en arrière...

Suite à la victoire révolutionnaire de juillet 1979, de nouveaux rapports de production s'établissent rapidement. La confiscation des entreprises et des biens du dictateur déchu et de ses fidèles donne naissance au secteur nationalisé (Area de Propiedad del Pueblo) qui inclura également le système financier, les assurances et l'ensemble des ressources naturelles. Il devra jouer un rôle fondamental dans la mise en œuvre des transformations économiques et sociales. Parallèlement, le développement d'un secteur coopératif — pour l'essentiel au niveau de la petite et moyenne production agricole — est impulsé.

Est également affirmée la nécessité du maintien d'un important secteur privé, capitaliste. Aujourd'hui encore, celui-ci est à l'origine de plus de la moitié de la production agricole et industrielle du pays exprimée en valeur. Toutefois, de profondes transformations lui ont, entretemps, été imposées : les formes les plus archaïques d'exploitation de la main-d'œuvre rurale ont été abolies et une participation des travailleurs à la vie des entreprises a été instaurée, tandis qu'était activement encouragé le développement de l'organisation syndicale. Enfin, par le biais du crédit, des contrats de production, de la fixation des prix d'achat et des salaires et — partiellement — du commerce extérieur, l'Etat s'était donné les moyens d'un contrôle « indirect ».

Réponse obligée

La mise en place de ce système particulier d'économie mixte, « plus que le produit d'une volonté propre », a été, selon Tomas Borge, « une réponse obligée, d'abord tactique puis stratégique » à une exceptionnelle combinaison de facteurs adverses. Rappelons, entre autres, les impératifs de la reconstruction après la guerre civile, le poids de l'environnement géo-politique (dans l'arrière-cour des Etats-Unis) et les effets spécifiques de la dépendance et du sous-développement (l'absence de cadres, par exemple, rendant illusoire tout projet d'extension rapide du secteur nationalisé).

Ce faisant, les dirigeants sandinistes manifestaient leur disposition à prendre en compte certaines des préoccupations américaines et, surtout, leur volonté de mettre sur pied,



moyennant de substantielles concessions, une véritable « alliance productive » avec les secteurs antisozialistes de la bourgeoisie.

La réponse américaine, on l'a vu, c'est un acharnement à mettre à genoux et à détruire cette révolution. Acharnement qui, de par ses moyens et sa constance, a peu de précédents historiques.

Quant aux secteurs bourgeois antisozialistes, si l'on fait exception de cas individuels relativement isolés, ils se sont refusés à collaborer positivement à la reconstruction du pays et à entrer loyalement dans cette « alliance pour la production ».

Depuis 1980, le secteur privé nicaraguayen a bénéficié d'une part plus importante (54 %) des crédits gouvernementaux que le secteur public (46 %). Certaines de ses composantes ont bénéficié parallèlement d'avantages fiscaux substantiels. Or, au cours de cette même période, la grande majorité des investissements productifs ont été réalisés par le secteur public.

Profitant de l'efficacité réduite des moyens de contrôle mis en place par l'Etat — et cela dans une large mesure à cause de la guerre —, nombre de bénéficiaires de ces crédits les ont injectés dans des circuits spéculatifs. Souvent aussi, lorsque cet argent n'a pas abouti à l'étranger, il a été gaspillé sous forme de consommation immédiate, en particulier de produits importés en contrebande... contribuant de la sorte à la vivacité et au gonflement de l'économie dite « informelle » à laquelle participe, rappelons-le, plus de la moitié de la population de Managua en âge de travailler.

Le coût de ce comportement parasite et saboteur, parce qu'il se cumule avec celui — considérable — de l'effort de guerre, est chaque fois plus insupportable. Economiquement, mais aussi socialement et politiquement.

Ce sont les masses laborieuses, rurales et urbaines, qui doivent pour l'essentiel en supporter la charge.

Jusqu'à alors, la direction sandiniste a sur-

tout fait appel à la conscience politique de ces masses, invoquant les périls qui menaçaient la révolution et ses acquis fondamentaux. Parallèlement, elle ne ménageait pas ses efforts pour arracher à la bourgeoisie une attitude enfin constructive.

Mais une révolution ne peut longtemps demander à ceux qu'elle reconnaît comme étant sa force sociale motrice, à ceux qui constituent sa base sociale, d'accepter, comme c'est le cas, la chute de leurs revenus réels et une détérioration croissante de leurs conditions d'existence sans que des sacrifices soient par ailleurs exigés des propriétaires et entrepreneurs capitalistes pourtant dépossédés du pouvoir politique.

Poser le problème en ces termes ne signifie pas remettre en cause brutalement le système d'économie mixte. La formule de Tomas Borge selon laquelle l'accumulation de facteurs adverses a fait de l'« économie mixte » une « réponse obligée » est toujours d'actualité.

Mais cela pourrait, par exemple, signifier immédiatement que l'un des principaux objectifs de l'état d'urgence soit de mettre rapidement fin à l'activité de tous ceux qui spéculent et profitent de la cohabitation nécessairement bancal entre économie mixte et économie de guerre.

Plus généralement, il s'agit de reconnaître que les contradictions accumulées dans le cadre de ce système opposent des secteurs de la société nicaraguayenne aux intérêts radicalement divergents, et devront être tranchées dans le sens des intérêts des masses laborieuses. En se donnant, par exemple, les moyens d'assurer désormais l'égalité de tous face à la guerre et à ses sacrifices...

Ce n'est que sur la base d'avancées dans cette direction que se dissipera la « confusion dans l'esprit des masses à propos de l'économie mixte » déplorée par Tomas Borge lui-même. Dans la perspective de nouvelles et puissantes vagues de mobilisation populaire, plus que jamais et plus que tout nécessaires à la survie de la révolution.

Jean-Pierre Riel



SUISSE

Le paradis perdu du «petit Suisse»

L'extrême droite suisse, Vigilance à Genève et Action nationale à Lausanne, a effectué une percée électorale spectaculaire. Lors des élections parlementaires du 13 octobre, les Vigilants rassemblaient 19 % des voix à Genève. Leur candidat, Arnold Schlaepfer, n'a pas réussi à être élu au gouvernement cantonal. Nos camarades du PSO suisse analysent les racines du mécontentement social qu'exploite l'extrême droite.

Paradoxalement, le programme de la droite nationaliste a déjà été appliqué depuis dix ans, et pourtant cette politique n'a fait que nourrir une nouvelle vague de ras-le-bol nationaliste ! Rappelons que la récession de 1974-1976 avait éliminé 330 000 emplois et chassé 245 000 étrangers.

Les racines de la xénophobie

Mais justement : le renvoi des immigrés n'endigé pas la crise. La « reprise » de 1976-1981 a vu disparaître encore 125 000 emplois (avec 100 000 renvois d'étrangers) et la récession de 1981-1983 a encore éliminé 65 000 postes de travail (dont 20 000 départs d'immigrés). Derrière ces chiffres globaux, une donnée a changé : alors qu'en 1975, les départs d'immigrés représentaient les trois quarts des postes de travail perdus, ils n'en forment aujourd'hui plus que 31 %. En 1975, il y avait un chômeur pour dix emplois supprimés, en 1983 un chômeur pour trois emplois supprimés. En d'autres termes, le chômage durable s'est installé, en dépit du renvoi

d'immigrés, et les chiffres officiels n'en montrent qu'une partie. Près de la moitié des chômeurs ont entre quinze et vingt-neuf ans et cette proportion est plus forte si on compte les jeunes sans avenir professionnel, ce qui explique pour une part le « renouveau » nationaliste de la jeunesse.

Or, parallèlement, le pouvoir d'achat diminue alors que les bénéfices augmentent. A Genève, la part des revenus versés aux salariés a baissé de 67,3 % du revenu cantonal en 1978 à 65 % en 1982, tandis que la part des revenus des entreprises et de la propriété passait de 22,7 % à 25 %. Derrière cette moyenne se cachent de véritables situations dramatiques. Non seulement les salaires stagnent ou baissent, mais les charges augmentent : logement, assurance-maladie, impôts. Le « moins d'Etat », c'est-à-dire la diminution de toutes les subventions sociales a donné chaque jour de nouveaux électeurs à Vigilance et Action nationale !

Xénophobie et nababs

Cette atteinte au niveau de vie ne touche pas encore l'en-

semble des salariés de la même manière mais des catégories assez larges pour susciter le vote d'opposition nationaliste. D'autant qu'au même moment les profits augmentent. Ces profits sont rarement réinvestis dans des activités productives — et lorsque c'est le cas créent peu d'emplois — tandis que les activités spéculatives augmentent. Le développement rapide de la place financière genevoise, avec son cortège de nababs financiers du monde entier, a nourri les réactions xénophobes.

Si ces réactions visent en particulier les riches, elles se greffent aussi contre tous les étrangers, les réfugiés en particulier. Qu'il s'agisse d'un point de cristallisation, cela ne fait aucun doute ; mais qui cristallise, quelle réaction ? Ici encore, c'est toute la politique de la majorité bourgeoise qui est en cause : l'hostilité aux réfugiés s'attaque avant tout au fait que l'Etat leur accorde des subventions. On a beau dire que le statut du réfugié est précaire, et c'est vrai, cela ne change rien au refus de voir accorder aux autres ce qu'on ne reçoit pas soi-même. Les coupes dans les dépenses sociales sont la véritable origine des réactions xénophobes.

Le rêve du «petit Suisse»

Ainsi la poussée nationaliste laisse entrevoir, derrière les apparences de la prospérité helvétique, les effets en profondeur de la crise durable du capitalisme qui accentue les inégalités sociales. Mais ces facteurs objectifs

n'expliquent pas tout. Si le « vote d'opposition » se greffe sur des courants nationalistes (et non pas sur un mouvement anticapitaliste), c'est évidemment parce que la majorité du mouvement ouvrier suisse fait, depuis des décennies, cause commune avec la bourgeoisie, et n'a même pas esquissé, notamment durant les débuts de la crise, une politique d'opposition anticapitaliste.

Peut-on regagner ce terrain perdu ? Une récente votation genevoise, sur les « congés-vente », le montre : l'initiative a gagné avec 75 % des suffrages ! Toute action qui s'en prend directement aux véritables « fauteurs de crise » peut y compris mobiliser une partie de l'électorat nationaliste. Vigilance avait voté contre les locataires à cette occasion (son candidat au conseil d'Etat, Schlaepfer, est lui-même avocat de grands brasseurs d'affaires internationales !). Cela vaut, à plus forte raison, pour les subventions sociales, l'emploi, etc. Mais à une condition : de montrer à chaque fois que le « paradis perdu du petit Suisse », l'îlot de bien-être modeste au milieu de la crise mondiale du capitalisme, est bel et bien perdu. Que ceux qui diffusent ce rêve sont des charlatans comme Schlaepfer qui brasse les affaires du Noga-Hilton et mobilise ses troupes contre « les riches étrangers qui envahissent Genève ».

Seule une politique qui combatte toutes les inégalités sociales, en se fondant sur l'action hors du Parlement et du compromis avec la droite, pourra redresser la situation.

Michel Thévenaz

ESPAGNE

Manifestation monstre anti-OTAN

Un demi million de personnes se sont à nouveau retrouvées, dimanche dernier, dans les rues de Madrid, pour protester contre l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN. Chaque année depuis 1981, la commission anti-OTAN organise une marche jusqu'à Torrejon de Ardoz, l'une des treize bases militaires américaines installées dans le pays.

Le refus des Espagnols de rentrer pleinement dans l'Alliance atlantique reste très claire malgré les reniements du Parti socialiste ouvrier espagnol. Avant son arrivée au pouvoir, le leader du PSOE, Felipe Gonzalez, avait promis de soumettre au suffrage universel l'adhésion à l'OTAN. Mais dès la mise en place du gouvernement socialiste, la représentation de l'Espagne dans les comités-OTAN était confirmée et on n'entendait plus parler du référendum.

Si l'on doit croire les sondages, 63 % des Espagnols continuent de réclamer l'organisation d'une consultation sur cette question. Mais le gouvernement craint tout scrutin qui favoriserait l'apparition sur sa gauche d'une force claire et déterminée. Cependant, devant l'ampleur et la multiplication des manifestations, Felipe Gonzalez a été obligé de consentir à un référendum consultatif qui aura probablement lieu en mars prochain. Si le « non » l'emporte, le Parlement sera dissout et les élections législatives se tiendront avant la date prévue d'octobre 1986.

ITALIE

De la politique sans en avoir l'air

Comme la France, l'Italie n'avait pas vu cela depuis au moins une dizaine d'années. Des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants ont défilé samedi dernier dans toutes, ou presque, les villes d'Italie. « Un mouvement politique, plutôt axé sur des revendications concrètes. » Pour bon nombre de jeunes qui ont défilé, c'était la première manifestation de leur vie. Ils réclamaient des moyens décents pour une école décente. Ils protestaient contre la pénurie de matériels et l'inadaptation des programmes aux réalités professionnelles.

« L'école est un droit, elle doit préparer à la vie » étaient les principaux slogans. Bref, les jeunes Italiens veulent que leurs conditions de travail soient améliorées, que leurs diplômes ne soient pas de simples bouts de papier. Si cela n'est pas une manifestation politique et revendicative, alors qu'est-ce que c'est ?

PHILIPPINES

Pour redorer la façade

Les Philippines auront droit à des élections anticipées et Marcos leur offre même sa démission. Une fausse démission, cela va de soi.

Le dictateur a bien été obligé de céder quelques miettes de son pouvoir arbitraire et, sous les pressions répétées du département d'Etat américain, a enfin accepté la semaine dernière de convoquer des prési-

dentiels, le 17 janvier prochain. C'était la condition *sine qua non* pour conserver le soutien militaire et financier des Etats-Unis. Seulement, aux termes de la Constitution philippine, il ne peut y avoir d'élections anticipées sans vacance de pouvoir et donc sans démission du président. Celui-ci a donc remis une lettre purement formelle à l'Assemblée nationale en spécifiant qu'il resterait néanmoins à son poste jusqu'au lendemain du scrutin.

Pour l'heure, l'opposition démocratique entend, malgré tout, jouer le jeu et participer au scrutin. Mais si Marcos continuait à malmenier de façon aussi éhontée les règles constitutionnelles alors qu'il est visiblement acculé, elle pourrait décider le boycottage. Une décision qui n'arrangerait pas les Etats-Unis dont le seul but est de redorer la façade du régime Marcos et d'éviter un renversement du régime par la guérilla communiste de plus en plus présente et offensive dans l'archipel.

AFRIQUE DU SUD

Le bébé et l'eau sale

Ça ne sent pas très bon pour l'apartheid et le régime de Botha. Tandis qu'un mouvement de grève de la faim a débuté dans deux prisons du pays à l'initiative de détenus noirs et blancs, ne voilà-t-il pas que la figure de proue du capitalisme libéral local, Harry Oppenheimer, propose un plan de suppression de l'apartheid ?

Le magnat sud-africain qui présidait aux destinées de sociétés comme l'Anglo-Américan et la De Beers a présenté ce plan devant la chambre de commerce de Johannesburg. Quatre mesures immédiates sont proposées : pas de discrimination raciale pour l'ouverture de commerce au centre des villes, pas de discrimination dans la possession des terres, suppression du « pass-book » que les Noirs sont tenus d'avoir sur eux en permanence et arrêt des déplacements forcés de population.

Les idées ne sont pas nouvelles, mais l'insistance mise témoigne de l'urgence pour le capital local et bien sûr international de se débarrasser de ce système où les inconvénients commencent à l'emporter sur les avantages. Urgence, car s'ils ne s'en débarrassent pas, les masses noires risquent de jeter à juste titre le capitalisme avec l'eau sale de l'apartheid.

COMORES

L'arbitraire à la base

Après avoir été reporté de plusieurs semaines, le procès des soixante-huit militants du Front démocratique des Comores s'est ouvert le 8 novembre à Moroni, la capitale de l'archipel. Parodie de justice et verdict arbitraire, dix-sept d'entre eux ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Parmi eux, le secrétaire général du Front, Moustapha Said Cheikh.

L'affaire qu'y est censé clore ce dossier est des plus étranges : les militants du Front sont accusés d'avoir orchestré un coup d'Etat, le 8 mars dernier, contre le régime du dictateur Ahmed Abdallah qui se trouvait alors en France. Des soldats de deuxième classe et des civils auraient participé à ce coup manqué. Des preuves, il n'en existe aucune.

Mairies menhirs et monuments

C'était il y a un mois. Il faisait très beau, et la bâche écriue et plissée, imaginée par l'artiste Christo pour empaqueter le plus vieux pont de Paris, augmentait la beauté et le mystère de celui-ci ; le tissu qui recouvrait les arches baignait doucement dans la Seine ; ça a duré quinze jours ; c'était beau, c'était inattendu, et les gens en parlaient beaucoup, discutaient, s'asseyaient sur le Pont-Neuf. La tour Eiffel en paraissait même plus seule, plus fragile ! C'est que les monuments devant lesquels nous passons tous les jours peuvent devenir magiques, amusants, passionnants. Plusieurs livres en rendent compte.

Le premier — le plus sérieux aussi — est sorti il y a à peu près un an. C'est le bouquin de Pierre Nora : *les Lieux de mémoire* (Gallimard, 204 francs ; OK, c'est cher, mais n'oubliez pas les bibliothèques, elles sont faites pour ça). Plusieurs articles d'élèves de Pierre Nora à l'École des hautes études en sciences sociales constituent ce livre, qui amorce une réflexion non pas sur les monuments artistiques, mais plutôt sur les monuments « civiques » des villes et des villages de France.

Le premier tome traite de la République. Le prochain sera consacré à la nation. Il y en aura quatre en tout. Dans ce premier tome sont évoqués aussi bien les mairies, les monuments funéraires (monuments des morts de la guerre de 1914 par exemple) que le drapeau tricolore.

Il contient toutes sortes d'interrogations pertinentes : pourquoi les mairies s'appellent-elles parfois « hôtel de ville » ? Est-ce que cette différence de dénomination correspond à quelque chose ? Quelles inscriptions voit-on sur les frontons de ces sym-

boles de la République ? Comment l'architecture des mairies se transforme-t-elle au cours des années ? Pourquoi les monuments aux morts passent-ils pour des hauts lieux de la mémoire républicaine alors que les hommes qui y parquent sont bardés de décorations, et que résonne la *Marseillaise*, signes désignant, davantage que la République, la droite nationaliste ?

Si l'idée de monument s'associe dans ce livre à la commémoration, à la mémoire — comme le titre l'indique d'ailleurs —, elle suggère plus fréquemment à la pensée des images de grandes dimensions, un aspect imposant, « monumental » en somme. Le dernier numéro de la revue *Communications* a justement choisi ce thème : « Le gigantesque » (n° 42, Le Seuil, 79 francs). Ça donne le frisson ! Au sommaire de ce numéro vraiment intéressant : l'architecture stalinienne. Anatole Kopp explique que le projet du Palais des soviets a joué un rôle capital dans l'histoire de cette architecture. Dans une première phase, en 1930, douze

architectes internationaux dont Le Corbusier avaient été appelés à concourir. C'est seulement en 1939 que le projet définitif sera arrêté. C'est le parti qui désire une architecture verticale, un gigantisme de plus en plus accentué. Sont également traités le gigantisme animal, les grands dinosaures, les sauriens géants, le gigantisme en musique avec l'octobasse, les grandes figures grecques comme les Cyclopes, et tout ce qui appartient au monde de Gulliver imaginé par Rabelais.

Gigantesque

Gigantesque aussi assurément, la ville de New-York. Elle forme le décor du livre de Jean-Claude Charles, qui a trente-six ans, est noir, né à Haïti, et a écrit le plus charmant de tous les romans de cet automne, le plus gai, le plus mélancolique.

Manhattan Blues (Barrault, 78 francs) raconte l'histoire de Ferdinand (le « héros » porte ce prénom en hommage au *Pierrot le Fou* de Godard) qui habite à Paris, mais vit parfois à New-York. Quand il va là-bas, il retrouve Jenny qu'il connaît depuis longtemps et avec qui il partage plein de souvenirs. Cette fois, elle lui laisse les clés de son appartement, elle rentre, elle sort, elle ne dort pas toujours là, elle scote sur le frigo des petits mots pour lui à côté d'une photo d'elle qu'il a faite il y a quelques mois ou quelques années à Paris, et où il lui avait demandé de faire la plus grosse grimace dont elle était capable.

Et puis il rencontre Fran dans un bar. Elle est très belle, elle a les cheveux noirs, et tout ne va pas dans sa vie

comme elle veut. Ferdinand aime toujours Jenny, mais il tombe amoureux de Fran. C'est leur histoire à tous les trois, mais aussi l'histoire de personnages perdus dans New-York et l'histoire de cette ville, de la foule dans le métro, des petits marchands de bretzels dans les rues, des vendeurs de journaux, de Harlem, des bousculades et des sourires, de la musique qui vient des saxophones et de gens qui pleurent et qui rigolent la nuit.

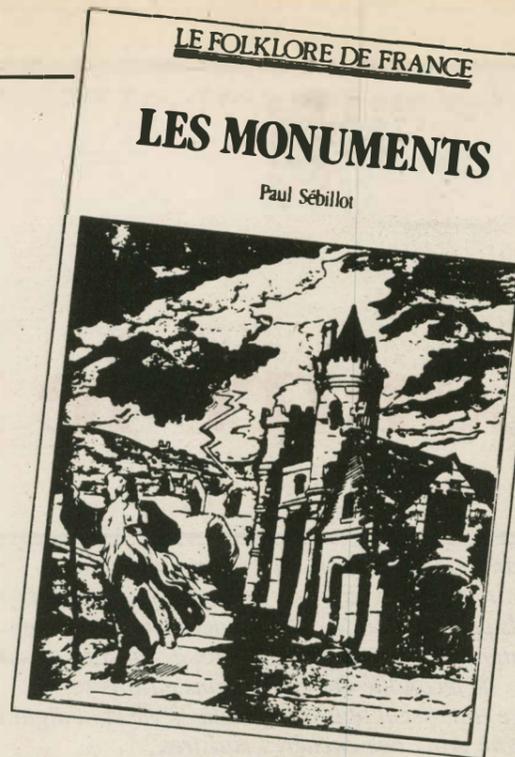
Domage que la couverture du livre soit moche, rose et bleue, ratée. *Manhattan Blues* vaut beaucoup mieux que ça, et malgré qu'il n'ait guère eu les honneurs des médias, il se vend bien dans les librairies, ce qui prouve une fois de plus l'efficacité de la bouche à oreilles.

Dolmens

Revenons aux essais, aux documents. Chez Imago vient de sortir la réédition du tome du *Folklore de France*, de Paul Sébillot, consacré aux monuments (*les Monuments*, 135 francs). Sébillot, qui est mort au début du siècle et dont la démarche apparaît très moderne malgré quelques aspects désuets, pourrait un peu faire figure de premier ethnologue des traditions françaises.

Dans ce livre, il étudie toutes les apparitions des monuments dans les contes, dans les légendes, dans les proverbes de France. Sébillot raconte des choses passionnantes sur les menhirs, les dolmens, les mégalithes.

On reste stupéfait des traditions qui existaient encore au début du XX^e siècle en Bretagne : les jeunes filles qui frottent leur ventre nu contre



la pierre des menhirs les nuits de pleine lune pour être sûres de trouver un mari, les enfants qu'on emmène toucher les dolmens pour les guérir d'une malformation ou d'une maladie. Dans la seconde partie, Sébillot aborde les superstitions liées aux monuments neufs (poulet égorgé sur le seuil au moment de la pendaison de crémaillère, etc.). Et puis il n'oublie pas les châteaux hantés, les églises... Une préface très intéressante de Jacques Lacarrière éclaire sa démarche. Ce livre est un plaisir : il étonne à chaque page, il fait voyager et donne envie de lire les autres tomes (sur l'Océan, les animaux, les fées, etc. ; il y en a à peu près dix en tout).

Mais le plus souvent, quand on pense monument, on pense monument historique. Pourtant, l'idée de conserver et protéger ce que nous appelons justement les monuments historiques, et qui est une idée universelle, n'a pas toujours existé. Elle date du XIX^e siècle, et même aujourd'hui tout le monde n'est pas d'accord sur les notions de restauration et de conservation (les Halles de Baltard ont été détruites vers 1970 pour construire Beaubourg !).

Dans un petit texte essentiel paru au Seuil en 1984 mais qui date de 1903, Alois Riegl, historien d'art viennois (1858-1905), démontre clairement ce concept de monument historique (*le Culte*

moderne des monuments, 79 francs). Pour tous ceux que la question intéresse.

Tour Eiffel

Et pour finir, signalons une curiosité, en ce moment chez les soldeurs pour 20 francs, un grand livre de photos-montages en noir et blanc : *Si Paris...* (Y.-F. Steiner et Daniel Chapelain, chez Balland). Dispensez-vous du texte, mais regardez les photos. On y voit le pont des Soupirs à la place du pont de Cristal qui relie les deux bâtiments du Printemps, une pyramide place de la Concorde, le Taj Mahal au bout du canal Saint-Martin... Certaines vues sont vraiment réussies et font rêver. Mais si vous trouvez ça ridicule, c'est que vous êtes drôlement habitués à Paris car l'Obélisque, place de la Concorde, a aussi des allures de photo-montage incongru. Comme la tour Eiffel, sujet d'un petit bouquin merveilleux pour les enfants (et pour les grands !) : *le Livre de la tour Eiffel* (Gallimard, Découverte-Cadet, 30 francs). Il est joli comme tout. Relié, il a le format d'un poche et une couverture glacée. Il raconte tout, tout, tout sur la tour Eiffel, et surtout il est illustré par Nicole Claveloux, plus géniale que jamais. Quel dessin ! Quelles couleurs !

Sophie Gouskett



☆ **Samedi** 20 h 35 (TF 1), *L'Express ne répond plus*, téléfilm américain de Richard C. Sarafian. La vengeance d'un cheminot bricoleur...

22 h 40 (TF 1) « Droit de réponse », consacré à la grande muette.

☆ **Dimanche** 20 h 35 (TF 1) *l'Été meurtrier* de J. Becker avec I. Adjani, A. Souchon, S. Flon. S. Japrisot a adapté lui-même son roman fondé sur une histoire de vengeance implacable. Le film serait assez terne sans Isabelle Adjani, à qui il manque pourtant un vrai metteur en scène,

pour retrouver la sulfureuse beauté de *Mortelle Randonnée*...

22 h 30 (FR 3), *Persona* d'Ingmar Bergman avec B. Anderson et L. Ullman. L'un des plus beaux mais aussi l'un des plus difficiles films de Bergman. Beau parce que son discours sur l'art, l'artiste et son rapport à la société, se déroule sur fond d'images superbes qui semblent liées les unes aux autres par les rimes d'une poésie invisible... Difficile parce que le silence d'Elisabeth Vogler refuse l'analyse et brûle tous ceux

qui l'approchent, comme un rapport de possession ou d'anthropophagie dans un refus total de l'analogie ou du symbolisme. Bergman se contentant seulement, par quelques plans rapides de projection (charbons incandescents du projecteur, défilement de la pellicule...) de nous montrer, en une nouvelle pirouette pirandellienne, qu'il ne s'agit, somme toute, que de cinéma...

☆ **Lundi** 15 h 40 (TF 1), *Etoile sans lumière* de M. Blistène, avec Edith Piaf (1945).

20 h 35 (TF 1), *la Boum* de G. Pinoteau. Lamentable, sous couvert de flatter la jeunesse dans le sens du poil, un film faux et hypocrite qui avait fait justement dire à Françoise Audé dans un article fameux de *Positif* : « *la Boum* témoigne de la sénilité du cinéma français... »

20 h 35 (FR 3), *la Tour infernale* de J. Guillermin

avec S. Mac Queen, F. Du-naway et P. Newman. Le moins raté des films catastrophes américains, c'est-à-dire une grosse machinerie hollywoodienne qui témoigne de façon très lisible des peurs qui hantaient le subconscient américain durant les années Carter.

☆ **Mardi** 20 h 30 (A 2), *les Nouveaux Monstres* film à sketches de D. Risi, M. Monicelli et E. Scola. Savoureux jeu de massacre porté par des comédiens étincelants et témoinnant du côté populaire d'une forme de comique qui, dans l'humour noir ou la dérision, évolue à des années-lumière des pitreries de Claude Zidi ou de Collaro chez nous.

20 h 35 (FR 3), « Dernière séance » consacrée à Frank Sinatra. Fut-il le jouet des mafiosi italiens comme l'avançait Mario Puzo dans *le Parrain* ? On sait seulement qu'il est l'acteur le plus

flemmard du cinéma américain... A part ses compositions dans *Comme un torrent* de Minelli, *l'Homme au bras d'or* de Preminger et *le Détective* de G. Douglas, il se fit toujours piquer la vedette par plus « mordant » que lui... Dans *la Proie des vautours* de J. Sturges, ce fut par Steve Mac Queen... dans *Un jour à New-York* de S. Donen... ce fut par Gene Kelly !

☆ **Judi** 20 h 35 (A 2), *Un étrange voyage* d'A. Cavalier avec J. Rochefort et C. de Casabianca. Un premier film génial en 1962 (*le Combat dans l'île*), puis après les difficultés d'exploitation de *l'Insoumis* en 1964... cinq films en seize ans ! Le cinéma français est dur pour ses enfants prodiges ! Réalisé en 1980, *Un étrange voyage* témoigne du talent toujours intact de Cavalier, à l'aise dans ce film, itinéraire qui débute sereinement et offre pas mal de « grilles de

lecture » analytiques. Il y a l'insolente aisance d'une mise en scène toujours moderne, et des comédiens fabuleux, adjectif banal pour Rochefort, mais stupéfiant pour Camille, fille d'Alain Cavalier et qui fut militante de la Ligue à Sciences po avant de tourner ce premier film.

☆ **Vendredi** 22 h 05 (TF 1), Retour de *Belpégor*, un feuilleton de C. Barma, qui eut son heure de gloire, à l'heure du potage, il y a vingt ans...

23 h 00 (A 2) *la Vie à l'envers* d'Alain Jessua avec C. Denner et A. Gaylor. L'un des films français les plus étonnants des années soixante et, malheureusement pour Jessua, sa seule vraie réussite. Lent glissement de la raison à la folie, d'un homme qui désamorce la sempiternelle question, « Normal ? anormal ? » Par son désarmant bien-être. Un film rare.

Michel Laszlo

Contre le même ennemi

Pendant que les deux marches poursuivent leur itinéraire à travers la France, les états-majors des grands partis politiques se disputent les chiffres sur l'immigration, s'engagent dans un débat sordide sur le taux de fécondité des populations étrangères en France et utilisent plus que jamais la vie et la dignité humaine dans des enchères sinistres.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la grande presse ne s'intéresse guère à ces colonnes de marcheurs qui, de ville en ville, sont accueillies par les forces antiracistes locales et immigrées pour des manifestations, des réunions publiques de débat. Là est pourtant l'expression réelle de tous ceux qui veulent opposer à ces calculs l'affirmation de la construction d'une société de l'égalité contre toute forme de discrimination. Et ce n'est pas par hasard que le public des villes est composé d'abord et avant tout de jeu-

nes, jeunes Beurs et jeunes Français.

A Lille par exemple, les 10 et 11 novembre, l'accueil de la marche des droits civiques a été l'occasion d'une manifestation unitaire contre le centre de rétention administratif de Lesquin, près de la ville.

« Fermeture immédiate du centre de rétention ! », ont scandé les manifestants devant le bâtiment construit depuis peu et destiné à emprisonner les immigrés en instance d'expulsion.

A Dijon, on a accueilli d'abord les marcheurs des

« droits civiques » avec un rassemblement d'une cinquantaine de personnes, puis l'une des colonnes de SOS une semaine plus tard avec une soirée populaire et jeune dans la banlieue de Chenôve, où le comité local organise depuis longtemps une activité en profondeur qui portait à ses fruits, malgré les difficultés créées par la succession de deux initiatives.

La plupart des villes d'accueil confirment leur volonté de faire converger la lutte contre le racisme, pour l'égalité des droits et la défense des revendications des immigrés en respectant leur volonté juste d'autonomie et d'affirmation propre.

Pourtant tout n'est pas réglé au niveau national et les marcheurs des « droits civiques » maintiennent leur arrivée, le 30 novembre à Paris, malgré le cadre unitaire qui s'est construit pour une arrivée commune, le 7 décembre.

Leur argumentation reste la même qu'au début du processus, comme si rien n'avait



MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

L'égalité au présent

Du 4 au 8 novembre, le comité Stop-Racisme du ministère des Affaires sociales et ses quatre-vingts adhérents organisaient une semaine de mobilisation sur le thème « fais-moi une place dans ta culture ».

« Contre la peur et la haine, nous choisissons de vivre ensemble nos différences ; contre les discriminations, nous voulons briser l'indifférence ; là où nous sommes, nous voulons être les artisans de l'égalité », proclamait l'appel du comité, tout en proposant au travers de multiples activités culturelles, sportives, de débats et de fêtes de montrer à tous ceux qui propagent le racisme la force de l'antiracisme.

Dès le lundi midi, le hall d'entrée s'ornait d'une magnifique exposition de photos et dessins d'enfants autour de laquelle s'organisaient toute la semaine des concours : près de deux cents participants !

Un film (*Laisse béton*), une animation théâtrale (avec le Théâtre de l'opprimé) furent d'intéressantes occasions de débats et de rencontres entre les antiracistes du ministère.

En liaison avec l'association sportive du ministère, deux matches (foot et ping-pong) opposèrent fraternellement des équipes d'amateurs pour la plus grande joie du public. Enfin, les temps forts de cette semaine antiraciste ont été l'or-

ganisation de débats et d'une fête pour clore l'ensemble des activités.

Le mardi midi, ce sont près de cent cinquante personnes qui sont venues au débat animé par Harlem Désir, président de SOS-Racisme.

Clarté dans les propositions et retour sans concession sur les dérapages de la gauche dans le passé, tels furent d'abord les propos du président de SOS-Racisme qui s'acquiesça rapidement les faveurs de la salle. Ainsi, les militants du PCF, venus en nombre (certains sont membres du comité Stop-Racisme tandis que d'autres s'y refusent), ont-ils été amenés à reconnaître que l'épisode du bulldozer de Vitry n'aurait jamais dû avoir lieu.

La critique fut aussi radicale envers Gaston Defferre et ses propos anti-immigrés à Marseille durant la campagne municipale de 1983 et à l'encontre de la scandaleuse alliance de la droite avec le Front national à Dreux.

A noter parmi les nombreuses interventions, celle de la secrétaire de la CGT qui dénonça l'exclusion des étrangers du statut général de la fonction publique, tout en

se prononçant pour une réflexion sur cette question dans son syndicat.

Le vendredi midi, un deuxième débat sur « L'école pour tous » rassembla soixante-dix personnes, avec des invités (FCPE, SGEN, SNI), des témoignages : sur le vingtième arrondissement où s'organise la fuite vers les écoles privées « blanches », sur Gennevilliers où au contraire Français et immigrés ont su, avec le concours des enseignants, s'enrichir mutuellement. La démonstration a été faite, au travers de tous les exemples et expériences, que les fameux problèmes d'immigrés dans les écoles ne sont utilisés que pour masquer les inégalités sociales, cause primordiale de l'échec scolaire.

La fête des potes, enfin, a rassemblé le vendredi soir trois cents personnes sur fond de musique antillaise et de dégustation des spécialités du comité.

Au total, la réussite de cette semaine antiraciste est complète. Elle a permis la participation de six cents personnes en tout aux diverses activités ; parmi elles, de nombreux jeunes qui faisaient ainsi leur première expérience de mobilisation, des travailleurs antillais qui découvraient SOS-Racisme, mais aussi des syndicalistes de la CGT, de la CFDT, des militants du PS et du PC.

Correspondant

changé : il est impossible de négocier avec SOS-Racisme, porteur d'un antiracisme grand spectacle et hégémoniste, visant à étouffer l'expression propre des immigrés et des Beurs.

Tous ceux qui se sont engagés dans la construction d'un réel cadre unitaire, celui du 7 décembre, affirment les mêmes préoccupations fondamentales, que ce soit les collectifs unitaires des villes,

que ce soit les associations de Beurs. C'est dans la confrontation que la grande force que représente SOS-Racisme prend conscience de la réalité et évolue dans le bon sens.

Contrairement à ce que laissent entendre de nombreuses déclarations (dont la plus récente est celle de la CFDT), il n'y a pas place pour deux logiques et deux marches. Les antiracistes, les immigrés, les Beurs dans leur

ensemble n'ont qu'un désir : prouver ensemble leur force dans une grande démonstration qui ne soit ni une manifestation radicale parfaite du point de vue des mots d'ordre mais minoritaire, ni un grand spectacle médiatique sans lendemain, mais une manifestation de masse, nationale et combative.

Cette convergence entre les antiracistes, l'autonomie et la force des Beurs et des immigrés, c'est dans l'unité qu'elle se construit ! C'est une bataille de tous les jours contre le racisme réel, contre les discours de façade, contre tous ceux pour qui l'immigration n'est qu'un vaste champ de manœuvres.

Nos camarades de la FASTI, du CAIF, nos camarades marcheurs des droits civiques se trompent en croyant mieux s'affirmer en dehors de l'unité avec SOS-Racisme, sans chercher la confrontation et l'évolution mutuelle par enrichissement collectif.

Il n'y a pas de garantie, disent-ils. Mais quelle autre garantie peut-il exister en dehors de la démonstration que la manifestation du 7 peut rassembler les immigrés et les antiracistes côte à côte et criant les mêmes slogans pour l'égalité dans un immense cortège unitaire ?

Pour que cette unité soit complète et démultiplie sa force, il faut qu'ils rejoignent aussi le cadre du 7. Nul ne leur demande de « s'y noyer » mais de contribuer par leur présence, importante politiquement, à donner son vrai visage à la lutte contre le racisme, celui de l'unité contre le même ennemi.

Hélène Viken

vient de paraître

LIBERTE
DE CIRCULATION

EGALITE
DES DROITS

FRATERNITE
FRANÇAIS-IMMIGRES



Dossier
ROUGE

N° 15 10 FF
4e trimestre 85

